

Die Besten – Auf dem Gipfel der Exzellenz
Les meilleurs – l'excellence au sommet

Schweizerische Gesellschaft für
Société suisse de **so**ziologie
Swiss Sociological Association

Table des matières / Inhalt

Editorial (Christian Suter und Muriel Surdez)	1
Introduction (Muriel Surdez et Christian Suter)	2
Exzellenz im Krieg der Märkte (Kurt Imhof)	4
Entkopplung, Kolonisierung, Zielverschiebung. Wissenschaft unter dem Regime des Exzellenzwettbewerbs zwischen Universitäten (Richard Münch)	8
Exzellenz und Transzendenz: Bildungsinstitutionen im Fadenkreuz symbolischer Kreuzzüge (Christoph Maeder)	12
Les Pôles nationaux de recherche – accélérateurs d'excellence scientifique ? (René Levy)	16
Le programme « Professeurs boursiers FNS » : un modèle élitiste de l'excellence pour les carrières académiques ? (Martin Benninghoff et Gaële Goastellec)	20
Förderungsprofessuren: Exzellenz gegen lokale Interessen? (Martina Merz)	23
L'excellence : pour, par, ou parmi les étudiant-e-s ? (Elena Nuzzo)	27
L'excellence, un sport de combat ? (Rose-Myrlië Joseph)	31
Der Verlust der Frauen auf dem Weg zum Gipfel – oder «was könnte exzellente Nachwuchsförderung auch noch bedeuten?» (Regula Julia Leemann und Sandra Da Rin)	34
Le sexe de l'excellence. Pourquoi les femmes savantes ne seront jamais des savants wébériens (Farinaz Fassa et Sabine Kradolfer)	38

In den letzten Jahren ist «Exzellenz» zum Schlüsselbegriff und Modewort in Wissenschaftspolitik und Wissenschaftsförderung geworden. Bei der Auswahl von Personen, Projekten und Institutionen – etwa bei der Frage der Zuteilung von Ressourcen, Positionen und Prestige – ist «Exzellenz» gesucht und blosser «Durchschnitt» unerwünscht. Qualitätsprüfung und Qualitätssicherung in Lehre und Forschung werden zunehmend formalisiert und im Rahmen aufwändiger Evaluierungs- und Begutachtungsverfahren institutionalisiert.

Das vorliegende vierte thematische Bulletin der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie will die Hintergründe und die Bedeutung dieser Entwicklung für die Soziologie in der Schweiz erörtern. Die zehn Beiträge behandeln aus unterschiedlicher Perspektive unterschiedliche Aspekte des Exzellenzwettbewerbs: der «exzellente» Schumpetersche Unternehmer, der am Ursprung des Exzellenzbegriffs in den Wirtschaftswissenschaften und im Management steht (Kurt Imhof), der Exzellenzwettbewerb zwischen Universitäten (Richard Münch) und Bildungsinstitutionen im Allgemeinen (Christoph Maeder), die verschiedenen «Exzellenz»-Instrumente in der Forschungsförderung, die der Schweizerische Nationalfonds in den letzten Jahren eingerichtet hat, namentlich die

Nationalen Forschungsschwerpunkte oder NCCR (National Centres of Competence in Research; René Levy) und die Förderungsprofessuren (Martin Benninghoff und Gaële Goastellec; Martina Merz), die Sicht der Studierenden (Elena Nuzzo) und der Doktorierenden (Rose-Myrliè Joseph) auf die zunehmende Exzellenzorientierung im Wissenschaftssystem sowie die Frage nach dem Geschlecht der Exzellenz bzw. des Zusammenwirkens von Exzellenzwettbewerben und Geschlechterungleichheiten (Regula Julia Leemann und Sandra Da Rin; Farinaz Fassa und Sabine Kradolfer).

Den Autorinnen und Autoren dieser Beiträge gilt unser grosser Dank. Sie haben mit Ihrem Engagement dieses thematische Bulletin gestaltet und möglich gemacht.

Mit dieser Nummer hat sich die Leitung des SGS Bulletins erneuert. Muriel Surdez (Fribourg) übernimmt neu die Mitverantwortung für die Redaktion. Wir möchten an dieser Stelle Claudine Burton-Jeangros, die aus der Redaktionsleitung zurückgetreten ist, herzlich danken für ihr grosses Engagement für den Aufbau und die Realisierung der thematischen SGS Bulletins während der letzten vier Jahre.

Christian Suter und Muriel Surdez

Introduction

Muriel Surdez (Domaine « Sociologie, politiques sociales et travail social », Université de Fribourg et Christian Suter (Institut de sociologie, Université de Neuchâtel)

Consacrer un bulletin à « l'excellence » n'est pas une affaire aussi simple que ne pourrait le laisser croire l'actualité du thème. En effet, de nombreuses transformations institutionnelles et professionnelles se jouent autour de ce terme, dans et hors de l'univers académique; des discours apologétiques ou dénonciateurs aux formes argumentatives ritualisées se font face. Il nous a dès lors semblé important de proposer une réflexion sur cette question, les sociologues ou les sciences sociales n'étant habituellement pas les plus écoutés dans ce domaine. Il n'est pas évident d'avoir une vision distanciée de la généralisation de la logique de l'excellence puisque nous sommes concernés à plus d'un titre, notamment comme acteurs des institutions de formation dans lesquelles elle s'est désormais solidement implantée. De plus, la réflexion critique sur la thématique de l'excellence court toujours le risque d'être prise à partie ou en défaut : ceux qui adoptent une posture critique ne le font-ils pas parce qu'ils ne satisfont pas aux nouveaux critères et modes d'évaluation ou, pour le dire vite, parce qu'ils ne sont pas eux-mêmes considérés assez « excellents » ? Le soupçon plane et complique l'appréhension sociologique... mais il rend aussi l'investigation doublement intéressante.

Pour rendre compte des multiples facettes de cette thématique, ce bulletin alterne différents types de contributions. Certaines amènent des éléments factuels d'information et d'enquête sur les « outils » de la politique universitaire et de la recherche qui ont été mis en place sous l'égide de l'excellence – les Pôles nationaux de recherche (R. Levy), les programmes de professeurs boursiers du Fonds national (M. Benninghoff et G. Goastellec; M. Merz) – ainsi que sur la place des femmes et les (non)transformations des rapports de genre dans cet univers qui serait devenu plus individualiste et

concurrentiel (F. Fassa et S. Kradolfer; R. Leemann et S. Da Rin). D'autres textes proposent des analyses plus larges et parfois plus polémiques. Ils portent sur les figures à l'origine de l'excellence, en l'occurrence la vision schumpetérienne de l'entrepreneur (K. Imhof), décortiquent les dynamiques et les ressorts symboliques du discours sur l'excellence (C. Maeder) et en décrivent les implications possibles pour les institutions (R. Münch sur la concurrence entre universités), pour les individus (R.-M. Joseph sur les doctorant-e-s et les étudiant-e-s) et pour les organisations (E. Nuzzo et le point de vue de l'Union des Etudiant-e-s de Suisse).

A travers cette diversité, il s'agit d'approcher la dimension protéiforme du phénomène de l'excellence, que ce bulletin n'a de loin pas réussi à épuiser puisqu'il reste avant tout centré sur les institutions de formation universitaires. Il montre toutefois que le modèle de l'excellence a été importé du monde de l'entreprise néo-managériale, sans que n'ait été prises sérieusement en compte d'éventuelles spécificités du milieu scientifique. La lecture de l'ensemble du numéro fait aussi ressortir des traits communs que les sociologues se plaisent à relever car ils font partie de leurs domaines d'études privilégiés. En premier lieu, la dimension de croyance qui soutient et sous-tend la légitimité aujourd'hui accordée à la rhétorique de l'excellence, rhétorique qui s'appuie sur des dispositifs matériels (programmes, procédures) et qui ne relève pas de la seule injonction symbolique ou langagière. Il est dans cette perspective salutaire de rappeler que les critères de l'excellence sont en partie contingents et qu'ils répondent parfois à des objectifs extra-académiques (voir par exemple les critères explicitement politiques d'attribution des Pôles nationaux de recherche). Il est nécessaire de mettre en évidence que les institutions mêmes (universités et hautes écoles,

Fonds national sur le plan suisse) qui définissent l'excellence, ne la conçoivent, ne la mesurent et ne l'évaluent pas de façon complètement identique parce qu'elles sont elles-mêmes prises dans des luttes de positionnement concurrentiel, notamment entre établissements et entre disciplines. Par une analyse empirique, il est ainsi permis de prendre le contre-pied de ceux, relativement nombreux, qui présentent les critères de l'excellence comme des absolus indiscutables.

La posture du sociologue incite aussi à mener une réflexion somme toute classique sur les catégories d'individus ou d'institutions, bénéficiaires ou laissés pour compte, que tendent à créer les mécanismes de sélection qui se revendiquent de la qualité, de la promotion des meilleurs et de l'exceptionnalité. Les contributions attirent ici l'attention sur les conditions que suppose la réussite telle qu'elle est aujourd'hui définie. Elles soulignent les obstacles et difficultés que certains groupes (les femmes notamment) ou certaines disciplines (les sciences humaines et sociales dans les Pôles nationaux de recherche) rencontrent pour atteindre les objectifs et exigences fixés, non pas par « mauvaise volonté » mais par manque de ressources et parce que les critères d'excellence leur sont en partie étrangers et inadaptés. Mais cette argumentation ne dérangera pas les tenants de l'excellence puisqu'ils cherchent précisément des principes sur la base desquels choisir un petit nombre d'élus, en en distinguant un certain nombre parmi les catégories « à problème ».

A son échelle, ce bulletin vise aussi à publiciser une réflexion collective sur les effets non prévus ou inattendus de l'excellence, qui ne peuvent pas allégrement être minimisés ou passés sous silence comme des défauts de jeunesse. On peut souhaiter

qu'à l'avenir les coûts et les souffrances générés par les modèles hyper élitistes seront mieux soupesés par rapport à leurs vertus et à leurs bénéfices effectifs ou supposés. Le débat reste bien sûr ouvert et nous ne faisons que le relayer. Il est mené aussi dans des colloques comme celui organisé le 15 octobre dernier à Genève par l'unité d'Etudes genre de l'Université de Genève en collaboration avec le MAGE (Groupement « Marché du travail et genre en Europe ») et l'Université de Darmstadt, intitulé « L'homo academicus a-t-il un sexe? L'excellence scientifique en questions ».

On le retrouve à mots couverts dans les publications du Fonds national suisse (voir les articles consacrés aux Pôles de recherche nationaux dans la revue *Horizons*, septembre 2009). Nous n'avons certainement pas pu aborder tous les aspects importants. Nous pouvons citer l'absence d'analyses historiques qui auraient permis de voir que les institutions universitaires n'ont jamais été sans critères d'excellence, mais que c'est leur contenu qui a changé et peut-être leur standardisation et quantification. Ou encore le manque d'études des promoteurs de l'excellence, de leurs caractéristiques, de leurs trajectoires ou le peu de place accordée à leur parole. Mais pour cette fois, nous avons profité de ce dossier pour mettre en perspective les implications et les dessous peu thématés ou peu entendus de la course à l'excellence. En reprenant l'analyse de la socialisation et des normes sociales, nous pouvons nous demander, comme le fait Christoph Maeder dans sa contribution, comment une société se conçoit et ce qu'elle transmet lorsqu'elle se targue de formater, de pousser en avant des individus et des institutions « extra-ordinaires », lorsqu'elle estime dépasser la routine et l'habitude comme fondement social.

Exzellenz im Krieg der Märkte

Kurt Imhof (Soziologisches Institut, Universität Zürich)

Der Ursprung der Exzellenz

Um den Siegeszug der Exzellenz im Handlungssystem Wissenschaft zu verstehen, ist es zweckmässig die Semantik des Besten in den Managementtheorien zu vergegenwärtigen. Insbesondere aus der Finanzwirtschaft expandierte die Orientierung an Exzellenz in die öffentliche Kommunikation über die Kürung von Managers of the Year und Best Leadership Councils sowie über Managerhagiographien und durch eine neue, hochpersonalisierte Wirtschaftsberichterstattung in den 1990er Jahren in andere Handlungssysteme hinein. Vorab in der Beratungsindustrie und in den Wirtschaftswissenschaften erreichte der Superlativ des Besten über Best Practices und einer Durchdringung und Bewertung möglichst aller Entscheidungsprozesse durch Ratings breite Resonanz und durchwirkte im Steuer- und Standortwettbewerb auch öffentliche Institutionen.

Freilich fällt in marktferneren Handlungssystemen der Rekurs auf den Markt, der das Exzellente vom bloss Simplen zuverlässig unterscheiden soll, schwieriger. Während der Ratingfetischismus der Ökonomie zur Bestimmung des Besten stets einen semantischen Bezug zur unfehlbaren Selektionsfunktion des Marktes aufrechterhält – einem Unfehlbarkeitsanspruch, der selbst in den Wirtschaftswissenschaften der 1990er Jahre den Status einer politischen Position zugunsten einer Wahrheitsaussage verloren hat – müssen in anderen Handlungssystemen Pseudomärkte konstruiert werden, um Exzellenz auszumendeln. Die Wissenschaft, die sich immer schon als Reich der Exzellenz verstanden hat, zeigt hierbei besondere Verbissenheit. Davon ist anderen Beiträgen die Rede. Hier geht es um den Ursprung des «Besten» in Gestalt des Manager- und Managementverständnisses, das sich in den 1990er Jahren in den Zentrumsländern durchsetzte. Die Quelle dieser «Exzellenz», ist der Unternehmerbegriff von Joseph Schumpeter.

Die besten Unternehmer

Schumpeter gehörte in der Weltwirtschaftskrise der 1930er Jahre mit seinem 1934 erschienen Werk «Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung: Eine Untersuchung über Unternehmergewinn, Kapital, Kredit, Zins und Konjunkturzyklus» zu jenen Sinnstiftern, die in Krisen auftauchen, um den Orientierungsbedarf zu stillen. Sein Werk ist aus zwei Gründen wichtig: *Zum einen* ist mit ihm, mit Nikolai D. Kondratiev (1926), John M. Keynes (2002 [1936]) und Simon Kuznets (1930) die Reflexion über den diskontinuierlichen sozialen Wandel der Moderne verbunden. Sie machten sich Gedanken zum auffallenden Phänomen rascher wirtschaftlicher Entwicklung und den scharfen Kriseneinbrüchen, die diese Entwicklungsperioden immer wieder unterbrechen. Wir kommen also mit Schumpeter an eine Tradition sozialwissenschaftlichen Denkens, die in verschiedenen Schulen versucht, die Moderne als Abfolge von Gesellschaftsmodellen zu verstehen. Diese Gesellschaftsmodelle lassen sich anhand ihres spezifischen Arrangements von Politik, Medien und Wirtschaft beschreiben (Imhof, 2010). *Zum anderen* ist Schumpeter wichtig, um zu verstehen, warum die Figur des charismatischen Heroen aus der Politik in die Wirtschaft transferiert werden konnte. Passend zum Zeitgeist der 1930er Jahre und als Erklärung für die Diskontinuität wirtschaftlicher Entwicklung erfand er einen neuen Helden: den Unternehmer.

Unternehmer im Schumpeterschen Sinne sind Ausnahmefiguren, die in aussergewöhnlichen Lebensphasen in der Lage sind, durch eine «andersgeartete Willensaufwendung», die Zwänge und Konformitäten der normalen Wirtschaftssubjekte zu überwinden und durch ihre «geistige Freiheit» und einem «grossen Überschuss von Kraft», «neue Kombinationen» durchzusetzen (Schumpeter, 1997, 126). Durch diese «neuen Kombinationen», dem zentralen Begriff Schumpeterschen Den-

kens, kommt eine Innovation in die Welt. Dieses Neue wird durch «den Unternehmer» geschaffen. Während Schumpeter das «normale Wirtschaftssubjekt» als gefangen in den Konformitäten und Strukturen des Alltags beschreibt, überwindet sein Unternehmer diesen Alltag, durch seine «besondere Art die Dinge zu sehen», «durch den Willen, durch die Kraft ganz bestimmte Dinge anzufassen und sie ...» in seiner Intuition als «... real zu sehen». Neben diesen aussergewöhnlichen imaginativen Fähigkeiten und dem Willen «allein und voraus zu gehen», zeichnet sich dieser Unternehmer «durch seine Wirkung auf andere» aus, «die wir mit «Autorität», «Gewicht», «Gehorsamfinden» bezeichnen können ...» (Schumpeter, 1997, 128f). Schumpeter entdeckte, und das machte ihn berühmt, dass «seine Unternehmer» «scharenweise» auftreten (Schumpeter, 1997, 342) und ihm gemäss den Konjunkturaufschwung bewirken. Durch seine Blindheit gegenüber den Personalisierungsformen in spezifischen Kontexten, wie sie Marx mit seiner Bonapartismusthese und Weber mit seiner Charismaanalyse beschrieben haben, ist er aber nicht in der Lage zu begründen, warum dies so ist. Er kann gerade nicht auf die krisenhafte Entwertung alles Gewesenen verweisen, die die Chance für charismatische Beziehungen erhöhen und die Opportunitätsstrukturen für seinen «Unternehmer» erst schaffen. Damit bricht Schumpeter seine Analyse da ab, wo Beobachter wie Max Weber oder Karl Marx sie erst begonnen haben, nämlich bei der Frage unter welchen Bedingungen einzelne Personen ausserordentliche Aufmerksamkeitschancen, Definitionsmacht und Risikokapital erhalten. Deshalb verflüchtigt sich das analytische Potential des Schumpeterschen Werks da, wo unser alltägliches Verständnis von Helden und des Genies beginnt: In der religiösen Märtyrergeschichtsschreibung, in der traditionellen Geschichtsschreibung grosser Männer und in der Romantik der Frühmoderne wurden die Sozialfiguren des Helden und des Genies aus der Vormoderne übernommen und in die Kultur der

Moderne abrufbar eingelagert. Joseph Schumpeter ist es massgeblich zu verdanken, dass die Figur des Helden auch in die unheroische Wirtschaftstheorie Einzug hielt. Schumpeters Unternehmer bildet das kulturelle Erbgut einer Unternehmer-PR, die den Unternehmer als einsamen Kämpfer im Markt und gegen den Staat, gegen die Traditionen und die Widrigkeiten des Alltags und die Blindheit seiner Umgebung zeichnet.

Die besten Manager

Seit den 1980er insbesondere aber in den 1990er Jahren hat die Managerelite insbesondere in der Finanzwirtschaft dieses Selbstbild übernommen. Diese obersten Angestellten entwarfen sich als Schumpetersche Unternehmer, nicht zuletzt weil nur ihre Einmaligkeit ihre Einkommen rechtfertigen kann. Dieses Einkommen rechtfertigt sich in einem Selbstverständnis zu den «Besten» zu gehören und diese «Besten» werden im unfehlbaren Markt des nun entstehenden Starsystems der Managerklasse mit einem entsprechenden Preisetikett versehen. Und die Preise wurden bezahlt. Also zählte man zu den «Besten». Diese selbstverkennende Scheinkorrelation wurde durch eine Kultur gestützt, die keineswegs autochthones Element des Wirtschaftsliberalismus ist. Im Gegenteil dieser hat seine Wurzeln in der asketischen Selbstbeschränkung und im kontrollierten Risiko von Unternehmern, die für ihre Taten vor Gott, dem Markt und ihren Schuldner persönlich hafteten. Nur diese moralisch begründete Verantwortlichkeit machte aus dem Marktgeschehen eine rationale Veranstaltung. Entsprechend finden wir diese Unternehmerspezies weder im 18. noch im 19. Jahrhundert. Auch das sozialmarktwirtschaftliche Gesellschaftsmodell, der Vorgänger des neoliberalen Modells war frei davon.

In diesem Gesellschaftsmodell, das sich mit seiner keynesianischen Orientierung, dem Sozialversicherungswesen und der staatlichen Steuerungspotentiale in der Schweiz, in Grossbritannien, in Schweden und den USA in der Krise der 1930er

Jahre und nach dem Zweiten Weltkrieg – eingebettet in internationale Wirtschafts- und Wirtschaftsabkommen – in allen Zentrumsländern durchsetzte, wählte man sich in der Epoche des 'fine tunings' ökonomischer und sozialer Entwicklung, also auf einem Modernisierungspfad, der die Krisen der Wirtschaftsgeschichte gebändigt hat. Entsprechend geriet Schumpeter in Vergessenheit. Im sozialmarktwirtschaftlichen Gesellschaftsmodell hatte der Unternehmer als Genie neuer Kombinationen und als Held im Krieg der Märkte keine Existenznische. Er wäre als lächerliche Figur erschienen. Erst im neoliberalen Wirtschafts- und Gesellschaftsmodell, das sich nach der Wirtschaftskrise der 1974/75 Jahre langsam durchsetzen begann, um nach dem starken Staat der Renaissance des Kalten Krieges in den 1980er Jahren seinen Höhepunkt zu erleben, fand das Heldenepos wieder Resonanz. Im globalen Steuer- und Standortwettbewerb, im Wettbewerb der Deregulationen, in einem Wettbewerb der Maximalrenditen und in einem Crescendo der Personalisierung in der quantitativ explodierenden Wirtschaftsberichterstattung entstand, wie Prometheus aus der Asche, der Schumpetersche Unternehmer als Manager. Gleichzeitig wandelt sich die Darstellung der Ökonomie in eine Veranstaltung die von Feldzügen in transnationalen Märkten geprägt ist und in der nur entbettete Grossunternehmen eine Chance auf Überleben hätten. Diese Kriegsmetaphorik bestimmt das Marktgeschehen als hochkontingenter Kampf, der die Besten selektiert und Sieg oder Niederlage von den Führungsfähigkeiten dieser Besten in einer Kette von Krisensituationen abhängig macht. Die charismatische Personalisierung wurde entsprechend auf Dauer gestellt.

Neukonzeption ökonomischen Handelns

Anhand von Indikatoren wie die Zahl der Managerhagiographien, am Boom von Managementtheorien wie «Changemanagement», «Transformationsmanagement», «Turnaroundmanagement», «Krisenmanagement», «Visionäres Management», und

immer wieder in allen möglichen Kombinationen «Visionen», «Leadership» und «Krisen» können wir eine Konzeptionalisierung ökonomischen Handelns als Kampf und Krieg ablesen, die auch in der Beratungsliteratur, in der McKinsey-Dogmatik bis in die Harvard Business School und in allen MBA-Kursen Niederschlag fand. In den 1990er Jahren erreichte diese Kriegsökonomik auch die Beratungspraxis, die sich seitdem dem Marketing von Führungskräften annimmt. Unter Titeln wie «Impression Management», «PR für Persönlichkeiten», «Personenmarketing», «Ich-Marke», «Ich-Aktie», «Ich-Co.» und «Selbst-PR» warf sich die Wirtschafts- und PR-Beratung auf das ertragreiche Geschäft die Manager mit Skills auszustatten, um Menschen hinter sich zu scharen und Feldzüge anführen zu können (Nessmann, 2005).

Gemeinsam ist diesem Schriftgut eine für die ganze Wirtschaftsgeschichte beispiellose Zentrierung auf die flexible und innovative Person, ihre innere Stärke und Orientierungsfähigkeit *und* ihre äussere Wirkung. Die Managementtheorien seit den 1990er Jahren bekämpfen Hierarchiestufen als bürokratische Lehmschichten und propagieren das Führungsverhalten des «Hintersichscharens» kraft persönlicher Überzeugungskraft. Gemäss diesen Theorien wollen die Mitarbeitenden keine Befehle empfangen, sondern überzeugt und mitgerissen werden. Das Individuum wird systematisch in Kontexten beschrieben, die sich darwinistisch regulieren. Entsprechend werden Anciennitätsprinzipien, bewährte Karrierepfade und sichere Positionen als überholt und unflexibel dargestellt. Im umfassenden Krieg der Märkte, im Konkurrenzwettbewerb sowie in der als rasend beschriebenen technologischen Entwicklung erscheinen feste Statuspositionen und Sicherheiten als Wurzel allen Übels. An deren Stelle tritt der Kampf um die «besten Köpfe» und die schlanke, temporäre und flexible Organisation mit schlanken, temporären und flexibeln Mitarbeitern, deren Führungskraft und Folgebereitschaft ihrer Daseins- und Karrieresicherung dienen. Entsprechend wird das Unter-

nehmen als organischer Zellhaufen flexibler Teams beschrieben, die sich wechselseitig als «Kunden» betrachten und dieses fragile Gebilde wird durch das visionäre Denken und die Überzeugungskraft der Spitzenmanager zusammengehalten (Boltanski und Chiapello, 2003, 89–146).

Natürlich würde jede Organisation, die diese Managementlehren zum Nennwert nehmen würde, sofort in sich zusammenbrechen. In unserem Zusammenhang ist nur entscheidend, dass wir seit den 1990er Jahren in Gestalt dieser Theorien mit wirkmächtigen *Selbstbeschrieben* ökonomischer Organisationen konfrontiert sind, die das ökonomische Handeln systematisch in Termini des Schumpeterschen Unternehmers beschreiben, der dank seiner imaginativen Kraft zu neuen Kombinationen, dank seiner Willensstärke und seiner Überzeugungsfähigkeit auch Gehorsam und Nachfolge für pausenlose Feldzüge findet, die als aneinander gereihte Task Forces unter der Führung mittlerer und kleiner Charismaträger aufgefasst werden. Zwar bleibt das grosse Charisma den Vertretern des entstandenen Starsystems der Managerelite vorbehalten, aber etwas Charisma muss sich jede Führungskraft aneignen. Diese Feldzüge finden ihre Sieger in unzähligen organisationsinternen und -externen Ratings, die die Beratungsindustrie mit der inzwischen funktionsadäquaten Betriebswissenschaft kreierte.

Fazit

Für den sozialwissenschaftlichen Beobachter ist es nur ein beziehungsreicher Nebenschauplatz, dass zu den Initiationsriten dieses Handlungssystems neben religionsanalogen Massenveranstaltungen mit prominenten Managementwanderpredigern auch magische Handlungen wie das Durchschreiten von Beten aus glühenden Kohlen, Urschreitherapien im Wald, kollektive Baumbesteigungs- sowie Auf- und Abseilübungen im Rahmen von Managementseminaren zählten. Diese aus der Perspektive einer auf-

geklärten Moderne irrationalen Praktiken ergänzen die charismatische Beziehung seit jeher.

Es ist klar, dass diese Archaik des Besten in anderen Handlungssystemen nur schwer adaptiert werden kann. Insbesondere nicht in der Wissenschaft, die der kognitiven Sachverhaltsanalytik verpflichtet ist. Seminare von ProfessorInnen, die hinter ihrem Rektor urschreiend über glühende Kohlen schreiten sind in der Tat schwer vorstellbar. Dafür aber übernahm die Wissenschaft die Ratingkultur der Wirtschaft zur Selektion von Exzellenz. Dieser Ratingfetischismus hat aber den fatalen Nachteil, dass sie die Binnendifferenzierung der Fächer durch die Institution von Peer Reviews beschleunigt und in den immer kleineren Sektoren wissenschaftlichen Handelns gerade nicht die Innovation, sondern die Avantgarde des Mainstreams selegiert.

Literatur

- Boltanski, Luc/Chiapello, Ève (2003 [1999]): *Der neue Geist des Kapitalismus*. Konstanz: UVK.
- Imhof, Kurt (2010): *Die Öffentlichkeit in Krisen und die Krise der Öffentlichkeit. Theorie des sozialen Wandels*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp (i.e.).
- Keynes, John, M., (2002 [1936]): *Allgemeine Theorie der Beschäftigung, des Zinses und des Geldes*. Berlin: Duncker & Humblot.
- Kondratiev, N. D. (1926): Die langen Wellen der Konjunktur. In: *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* 56.
- Kuznets, Simon (1930): *Secular Movements in Production and Prices. Their Nature and Their Bearing Upon Cyclical Fluctuation*. Boston/ New York: Houghton Mifflin.
- Nessmann, Karl (2005): Personen-PR. Personenbezogene Öffentlichkeitsarbeit. In: Günter Bentele, Manfred Piwinger und Gregor Schönborn (Hrsg.), *Kommunikationsmanagement* (Loseblattwerk), Art.Nr. 3.34. München.

Entkopplung, Kolonisierung, Zielverschiebung. Wissenschaft unter dem Regime des Exzellenzwettbewerbs zwischen Universitäten

Richard Münch (Lehrstuhl für Soziologie II, Universität Bamberg)

Einleitung

Der globale Siegeszug der Umgestaltung aller gesellschaftlichen Funktionsbereiche in Märkte hat inzwischen auch die Wissenschaft in Forschung und Lehre erfasst. War sie bislang in der Hand der wissenschaftlichen Gemeinschaft und ihrer einzelnen Fachgesellschaften sowie in der Hand der akademischen Gemeinschaft von Lehrenden und Lernenden in den Universitäten, wird sie jetzt zur Ressource von unternehmerisch agierenden Universitäten, die auf einem Markt um Marktanteile in Forschung und Lehre konkurrieren und auf die zirkuläre Akkumulation von materiellem Kapital (staatliche Grundfinanzierung, Drittmittel, Sponsorengelder) und symbolischem Kapital (Reputation, Definitionsmacht) zielen. Man kann hier im Anschluss an Michael Power (1997) von einem Prozess sprechen, der zunächst zu einer Entkopplung einer neuen virtuellen Realität mit einem Eigenleben von der realen Praxis in Forschung und Lehre führt. Dadurch erfolgt eine Beruhigung (Comforting) der interessierten Öffentlichkeit in dem Sinne, dass offensichtlich strategische und operative Maßnahmen ergriffen werden, um Forschung und Lehre zu verbessern. Komplementär dazu können es sich Administratoren, Forscher und Lehrer bequem machen, weil ein modus vivendi gefunden wurde, der die an sich offene und stets mit Unsicherheit verbundene Praxis der Forschung und Lehre einer berechenbaren Ordnung unterwirft, an der man sich festhalten kann. In der weiteren Folge ergibt sich eine Kolonisierung von Forschung und Lehre durch die neuen Praktiken derart, dass sich ihr Sinn und Zweck verändert. Am Ende dieser Transformation von Forschung und Lehre steht eine Zielverschiebung, bei der die Anpassung an die neuen externen Kontrollen

Vorrang vor den internen Zielen von Forschung und Lehre erhält. Das soll im Folgenden anhand der Governance von Forschung durch Exzellenzwettbewerbe gezeigt werden.

Entkopplung

Exzellenzwettbewerbe sollen dafür sorgen, dass Forschungsmittel dorthin fließen, wo mit ihnen der größtmögliche wissenschaftliche Fortschritt erzielt werden kann. Ob diese Erwartung erfüllt wird, ist angesichts der Unvorhersagbarkeit wissenschaftlicher Durchbrüche höchst ungewiss. Ob eine Investition wissenschaftliche Erträge erbracht hat, lässt sich oft auch nach langer Zeit nicht genau sagen. Allein diese Unsicherheit macht es wahrscheinlich, dass Erfolge in einem Exzellenzwettbewerb sich selbst genügen und vom realen Forschungsgeschehen entkoppelt werden. Solche Wettbewerbe haben deshalb den Nebeneffekt, dass sie eine Realität sui generis bilden. Sie erzeugen ein vereinfachtes Bild der Verteilung von wissenschaftlicher Exzellenz auf Universitäten, das weit von der viel differenzierteren Realität im realen Geschehen der Forschung abweicht. Es gibt exzellente Forschung außerhalb der in einem Exzellenzwettbewerb prämierten Universitäten und Forschungsverbünde und mittelmäßige Forschung in ihren Reihen. Das wird durch die Verteilung von Exzellenzgeldern verdeckt.

Exzellenzwettbewerbe verschlingen umfangreiche, der eigentlichen Forschungsarbeit entzogene personelle und sächliche Ressourcen der Koordinierung, der Antragstellung, der Begutachtung und Umsetzung, so dass gerade die besten Forscher in einer neu geschaffenen Kontrollmaschinerie versinken und Gefahr laufen, aus diesen Tiefen nicht mehr aufzutauchen. Dementsprechend wächst

das Personal an Wissenschaftskordinatoren. Diese entlasten die Forscher nicht nur, sondern halten sie mit jeder Menge an verselbständigter Koordinationsarbeit in Atem. An der 2006/2007 durchgeführten Exzellenzinitiative zur Förderung von Wissenschaft und Forschung an den deutschen Hochschulen lässt sich das gut beobachten. Ein von der Exzellenzinitiative gefördertes geisteswissenschaftliches Exzellenzcluster weist zum Beispiel auf seiner Homepage nicht weniger als 16 Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen mit einer solchen Koordinationsfunktion aus.

Beruhigung

In der Darstellung nach außen erzeugen Exzellenzwettbewerbe Beruhigung. Es wird der Eindruck vermittelt, dass etwas geschieht, dass die Politik etwas für die Wissenschaft tut. Allein die von der Exzellenzinitiative zur Förderung von Wissenschaft und Forschung an den deutschen Hochschulen zur Verfügung gestellten zwei Milliarden Euro für fünf Jahre, die dadurch erzeugte mediale Aufmerksamkeit und die Titulierung von Universitäten, Forschungsverbänden und Doktorandenprogrammen mit dem Begriff der Exzellenz sind ein Erfolgsbeweis für die verantwortlichen Regierungen von Bund und Ländern. Ob das Geld richtig investiert wurde, kann man nicht wirklich wissen und beweisen. Die Opportunitätskosten – die Kosten im Vergleich zu alternativen Formen der Förderung – sind nicht exakt messbar. Von Kritik genervte mitverantwortliche Politiker ziehen sich deshalb auf die Feststellung zurück, es sei dadurch wenigstens Bewegung in das System gekommen. Bei genauerer Betrachtung werden durch das Programm jedoch schon vorhandene Kartell-, Monopol- und Oligarchiestrukturen verfestigt, die auf eine Engführung der Wissensrevolution mangels Vielfalt und Wettbewerb hinauslaufen (Münch, 2007, 316–372). Die ausgelöste Bewegung wird von den vorhandenen, für eine offene Wissensrevolution nicht förderlichen Strukturen aufgesogen.

Der beabsichtigte Erneuerungseffekt wird dadurch in Frage gestellt.

Die Erzeugung einer virtuellen Realität der Forschung hat viel mit der Kolonisierung der Politik durch die Medien zu tun. Die Medien müssen mit unmittelbar sichtbaren Ereignissen gefüttert werden, um ihre Aufmerksamkeit zu erhalten und Mehrheiten zu gewinnen. Man hätte einfach den Etat der Deutschen Forschungsgemeinschaft (DFG) jährlich um 400 Millionen Euro für fünf Jahre aufstocken können und hätte ein solideres, weniger auf Fassadenbau hinauslaufendes und damit nachhaltigeres Verfahren gehabt. Noch effektiver und nachhaltiger wäre es gewesen, die Mittel ausschließlich für die Einrichtung von Tenure track-Juniorprofessuren mit der Maßgabe der anschließenden Überführung in den Universitätsrat zu vergeben. Es wäre dadurch ein Abbau der für die Erneuerung der Forschung im Vergleich zu den USA besonders hinderlichen Oligarchie der Lehrstühle an den deutschen Universitäten in die Wege geleitet worden. Das hätte aber die Medien wenig interessiert, die Sache wäre mit einer Nachricht verpufft. Erst recht hätten sich die Lehrstuhlinhaber in Sorge um die Qualitätssicherung heftig gegen eine solche Professoreninflation gewehrt.

Die Kunst der Politik besteht darin, die größte mediale Aufmerksamkeit bei geringst möglichem Widerstand durch gut organisierte Interessengruppen zu erzeugen. Deshalb musste die Exzellenzinitiative als ein für zwei Jahre höchst unterhaltsames Medienereignis inszeniert werden. Anders hätte es das Geld für die Forschung gar nicht gegeben. Nur so konnte auch die Bundesministerin für Bildung und Forschung am Ende stolz verkünden, jetzt wisse man im Ausland, dass es in Deutschland exzellente Forschung und exzellente Universitäten gäbe.

Kolonisierung

Das Comforthing bildet die Brücke zur Kolonisierung der Wissenschaft durch Politik, Medien und Ökonomie zugleich. Unternehmerische Universi-

täten tragen die ökonomischen Gesetzmäßigkeiten der Kapitalakkumulation in die Wissenschaft hinein. Die Politik nutzt den Exzellenzwettbewerb, um Erfolge unter Beweis stellen zu können. Die Medien machen daraus ein mediales Ereignis, so dass sich die Gesetzmäßigkeiten der Aufmerksamkeitserzeugung zunehmend der Wissenschaft bemächtigen. Ein Journalist sieht z.B. den mit Exzellenzgeldern finanzierten Zusammenschluss einer Technischen Universität mit einem außeruniversitären Forschungsinstitut in der Schlagzeile seines Artikels gleich als «Aufstieg in die Weltliga der Forscher» (Schultz, 2009). Dabei ist die genannte Technische Universität bei genauer Betrachtung im Vergleich zu anderen Universitäten kaum als wirklich besser zu identifizieren, und bei dem außeruniversitären Institut handelt es sich um ein ehemaliges Kernforschungszentrum, das nach dem gesunkenen Interesse an der Kernforschung nicht mehr richtig wusste, was es mit dem überflüssig gewordenen, aber aus dem öffentlichen Dienst nicht mehr entlassbaren Personal anfangen sollte.

Die virtuelle Realität des Exzellenzwettbewerbs wirkt auf die weitere Verteilung von Wettbewerbschancen, sowohl in materieller als auch in symbolischer Hinsicht zurück. Exzellente Forschern an Universitäten, die im Wettbewerb verlieren, werden materielle und symbolische Ressourcen (Geld und Reputation) entzogen, mittelmäßigen Forschern an den Gewinneruniversitäten fließen dagegen Ressourcen zu (Münch, 2009, 170–195). Die Verteilung von «exzellenter», international sichtbarer Forschung auf die Universitäten wird im Endeffekt stark vereinfacht. Die Medien machen aus dem an sich ohne Sieger und Besiegte vonstatten gehenden, als Geschenkaustausch praktizierten wissenschaftlichen Wettbewerb zwischen Forschern um die Anerkennung durch die wissenschaftliche Gemeinschaft einen Kampf um die vorderen Plätze, den nicht die Forscher untereinander – unabhängig von ihren jeweiligen Standorten – austragen, sondern universitäre Unternehmen, in der Absicht materielles und symbolisches Kapital zu akkumulieren.

In diesem Kampf muss es zwecks Unterhaltung der Leserschaft Gewinner und Verlierer geben. Das spaltet die wissenschaftliche Gemeinschaft und entzieht der freien Zusammenarbeit und der idealen Sprechsituation gleichberechtigter Teilnehmer am wissenschaftlichen Diskurs die wesentliche soziale Grundlage.

Zielverschiebung

Am Ende der Kolonisierung der Wissenschaft durch Politik, Ökonomie und Medien steht eine Zielverschiebung. Materielles und symbolisches Kapital sind nicht länger Mittel zum Zweck der Forschung, vielmehr wird Forschung zum Mittel des Zwecks unternehmerischer Universitäten, zirkulär materielles und symbolisches Kapital zu akkumulieren. Es entsteht ein eindimensionales stratifiziertes Feld, in dem die innere akademische Freiheit und die balancierte Verflechtung der Wissenschaft mit der Außenwelt so weit in Mitleidenschaft gezogen werden, dass die Evolution des wissenschaftlichen Wissens eine erhebliche Engführung erfährt sowie dessen Transfer in die Praxis und dessen Verbreitung in die Öffentlichkeit äußeren Interessen unterworfen werden. Die innere akademische Freiheit der Wissenschaft wird dadurch bedroht, dass die wissenschaftliche und die akademische Gemeinschaft sowie die Fachgesellschaften als deren Treuhänder von universitären Unternehmen entmachtet werden, die nicht mehr der Forschung für sich selbst dienen, sondern die Forschung als Mittel im Kampf um Marktanteile einsetzen (Münch, 2009, 148–164). Im Außenverhältnis der Wissenschaft zur Gesellschaft bedeutet die Entmachtung der wissenschaftlichen und der akademischen Gemeinschaft sowie der Fachgesellschaften durch die unternehmerische Universität, dass die universitäre Bildung von urteilsfähigen Bürgern, die Ausbildung von professionellem Nachwuchs, der Transfer von Wissen in die Praxis, die professionelle Dienstleistung und die Verbreitung von Wissen in der Öffentlichkeit infolge der Umwandlung dieser Leistungen der

Wissenschaft für die Gesellschaft in marktgängige Produkte mehr als zuvor äußeren Zwecken unterworfen werden und ihre eigene wissenschaftliche Qualität verlieren.

Literatur

Münch, Richard (2007): *Die akademische Elite. Zur sozialen Konstruktion wissenschaftlicher Exzellenz*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.

Münch, Richard (2009): *Globale Eliten, lokale Autoritäten. Bildung und Wissenschaft unter dem Regime von PISA, McKinsey & Co.* Frankfurt a.M.: Suhrkamp.

Power, Michael (1997): *The Audit Society: Rituals of Verification*. Oxford: Oxford University Press.

Schultz, Tanjev (2009): Aufstieg in die Weltliga der Forscher, *Süddeutsche Zeitung* 65, Nr. 174, 31. Juli 2009, 6.

Exzellenz und Transzendenz: Bildungsinstitutionen im Fadenkreuz symbolischer Kreuzzüge

Christoph Maeder (Pädagogische Hochschule Thurgau)

Exzellenz als Etikette

Im folgenden Beitrag möchte ich einige Überlegungen zu Phänomen der Forderung nach Exzellenz in Bildungsinstitutionen formulieren. Der Begriff der Exzellenz und seine Ableitungen scheinen mir das Potential in sich zu tragen, ältere und ähnlich gelagerte Konzepte wie Spitzenleistung, Wettbewerbsfähigkeit, Kompetenzzentrum u.a.m. in der Bildungspolitik zu überlagern. Selbstverständlich kann in einem kurzen Bulletinbeitrag weder eine umfassende theoretische Herleitung, noch eine empirische Fundierung dazu gelegt werden. Dies ist andernorts, z.B. in der Schweizerischen Zeitschrift für Soziologie zu leisten. Aber immerhin können einige Linien ausgelegt und mit allgemein bekannten Sachverhalten zu einem Gedankenanstoss verknüpft werden.

Sinnkrise und Neuausrichtung

In seinem «Postskriptum über die Kontrollgesellschaften» prognostizierte Gilles Deleuze (1993) aufgrund des säkularen Übergangs von der Disziplinierungs- zur Kontrollgesellschaft eine fundamentale Krise der integrativen sozialen Institutionen. Diese Krise der von ihm als «Einschlussmilieus» bezeichneten Einrichtungen lasse sich daran erkennen, dass nirgendwo mehr die althergebrachten Verfahrens- und Handlungsweisen genügen können: «Eine Reform nach der anderen wird von den zuständigen Ministern für notwendig erklärt: Schulreform, Industriereform, Krankenhausreform, Armee reform, Gefängnisreform.» Ein auch nur knapper und cursorischer Rückblick auf die Entwicklung dieser Institutionen seit der Veröffentlichung dieser Diagnose in der Schweiz bestätigt den Befund: Der Ruf nach Reformen in all diesen Bereichen, sowie deren Lancierung im politischen Feld, geben ein brauchbares deskriptives Muster für

diesen Zeitraum ab. Und es lässt sich dabei auch nachzeichnen, dass insbesondere die als Ökonomisierung des Sozialen bezeichnete Prozedur als *das* Heilmittel für die Reformprogramme gegolten hat. Das Modell der marktgetriebenen Unternehmung hat so, als ein beinahe exklusiver, auf jeden Fall wirkmächtiger Ideellieferant für die Verbesserungsrufe und -pläne auch für die nicht marktmässig operierenden sozialen Teilsysteme gedient.

Die Schweizerische Gesellschaft für Soziologie hat diesem Kolonisierungsprozess gesellschaftlicher Institutionen durch eine einzige Ideologie im Jahr 2003 denn auch folgerichtig unter dem Titel «Triumph und Elend des Neoliberalismus» einen Kongress an der Universität Zürich gewidmet (vgl. dazu Imhof und Eberle, 2005). Die damaligen Befunde sind auch heute noch gültig. Der Imperativ des “Bigger, Better, Faster, More”, wie ihn die amerikanische Rockband the “Four Non Blondes” treffend und persiflierend formuliert hat, gilt auch heute noch und jetzt nach der grossen Finanzkrise erst recht. In diesem Sinn ist der moderne Kapitalismus keineswegs am Ende, auch wenn einige Korrekturen an seiner umfassenden Wirkmächtigkeit insbesondere im Bereich der nicht intendierten Nebenfolgen durchaus diskutiert (vgl. z.B. de Weck, 2009), aber vermutlich nie durchgesetzt werden.

Eine endlos scheinende Kaskade permanenter Steigerungs- und Verbesserungsideen, deren geistige Herkunft entweder im neoliberalen Diskursfeld, oder in damit einhergehenden, trivialisierten betriebswirtschaftlichen Denkfiguren liegt, durchzieht gnadenlos unsere Gesellschaft. Sie trifft auch die Institutionen des Erziehungs- und Bildungswesens: Kindergärten mit Qualitätsmanagement, geleitete Schulen mit Stakeholder-Konzepten, Hochschulen im unendlichen “war for talents”

unter dem Regime von "Gender Mainstreaming" und immer top down initiierte Leuchtturminitiativen sind da nur einige Beispiele. Und auch die Familien kriegen ihr Fett ab. Mittlerweile gibt es im politischen Feld schon fast mehrheitsfähige Akteure, die lieber auf eine möglichst frühkindlich einsetzende Erziehung durch professionelles Personal in Tages- und Krippenstrukturen setzen und z.B. auf die Zwangsintegration von dreijährigen Migrantenkindern in Sprachkursen, als auf die liliputanische, laienhafte und unkontrollierbare Welt der primären Sozialisation in den Familien (vgl. fon. in der NZZ vom 12. Juli 2008). Auch die Eltern geraten ins Laufgitter von als Integration camouflierten Umerziehungsprogrammen und Gesellschaftsverbesserungsinitiativen.

Die Herausbildung von Exzellenz muss offenbar früh beginnen, darf alle erfassen und sie soll, wie das oft propagierte lebenslange Lernen, tatsächlich als ein «Lebenslänglich» für alle gelten. Diese Dauermobilisierung führt, wie der englische Soziologe Nicolas Rose (2000) düster prognostiziert zum Tod des Sozialen in dem Sinn, als dass alles Normale, Alltägliche und Gewöhnliche problematisch, ja eigentlich minderwertig und therapiebedürftig wird. Aber: das Normale, Alltägliche und Gewöhnliche bildet in bemerkenswerter Weise das Fundament auf dem unsere Gesellschaft steht. Das Handeln der meisten Menschen in unserer Gesellschaft und auch dessen Ergebnisse in Familie, Staat und Arbeit sind gerade dann nützlich und machen das Leben wenigstens einigermaßen bewältigbar, wenn es nicht aussergewöhnlich, sondern routinemässig und in institutionell eingebetteten, d.h. in vorhersehbaren Strukturen unspektakulär verläuft (Berger und Luckmann, 1969). Das Exzellente, Aussergewöhnliche und Ausseralltägliche ist definitionsgemäss eben doch eher selten und es kann deshalb auch kaum als Richtschnur für das Alltagsleben dienen, sondern bestenfalls zu seiner Abgrenzung. In diesem Sinn stellt die Dauerforderung nach Exzellenz in möglichst vielen Bildungseinrichtungen eigentlich eine Dauerbeleidigung,

Erniedrigung und Demütigung des nützlichen Normalen und damit Häufigen dar.

Ein Perpetuum mobile von Dummheit und Leiden

Dessen ungeachtet und vermöge ihrer Machtpositionen in Staat und Wirtschaft verbreiten jedoch ab etwa der mittleren Führungsebene immer mehr Zuständige, dass auch Bildungsinstitutionen wie Schulen, Hochschulen und Universitäten so genannte «Leuchttürme,» d.h. Exzellenzbereiche brauchen, um im Kampf aller gegen alle im Hinblick auf öffentliche Aufmerksamkeit und die daran indirekt gekoppelte Verteilung der Mittel zu bestehen. Mir sind Rektoren, Schulleitungsangehörige und Verantwortliche aus der Bildungsverwaltung bekannt, die Vorgänge in ihren Organisationen und Verantwortungszonen nur dann wahr- und gar ernst nehmen, wenn sie ihnen medial vermittelt worden sind. Meistens handelt es sich dabei allerdings um informationstechnisch erzeugte Kurzschlüsse von der Art, dass die PR-Verantwortlichen der Organisationen ein Thema lancieren, eine Diplomfeier medial inszenieren oder sonst wie den Weg an die mediale Öffentlichkeit finden, um dann intern als Erfolge gefeiert werden zu können. Bei genauer Betrachtung liegt also nicht etwa ein genuines öffentliches Interesse oder gar Interesse der Medien vor, sondern eine ziemlich plumpe Selbstinszenierung, die durch die nach Stoff gierenden Medien leider nicht ausgefiltert, sondern veröffentlicht wurde. Und auch die endemisch verwendete Leuchtturm-metapher ist bei genauerer Überlegung ziemlich weltfremd, zur tatsächlichen Steuerung wären GPS-Systeme sicher vorzuziehen. Aber der Begriff eignet sich genau deswegen für die politische Praxis, da er ja den Durchschnittsbürger und nicht den Intellektuellen erreichen muss. Der Gebrauch dieser Idee des Leuchtens scheidet somit uno actu ziemlich trennscharf halbgebildete, naive Nachplapperer von tatsächlich Gebildeten oder machiavellistischen Sozialtechnokraten. Doch lassen wir die Polemik und fragen uns, wozu denn

Exzellenz, d.h. genauer die Forderung danach und deren immer nur punktuelle Realisierung, denn praktisch dienen kann. Die Idee, die bereits in der Form eines Mantras in die Bildungspolitik Eingang gefunden hat, denn alle wollen nur beste Schulen, Hochschulen und Universitäten, ist gelinde gesagt zwiespältig.

Erstens ist der Appell an Exzellenz äusserst brauchbar, um einen grundsätzlich nie abbrechenden Wettbewerb zwischen Organisationen, aber auch zwischen Individuen zu entfesseln. Wer möchte denn nicht gerne einmal in einer als exzellent etikettierten Organisation arbeiten oder gar selber dieses Label tragen? Diese Funktion eines zwar unpräzisen, aber ins Endlose zielenden Marschbefehls ist es, was Exzellenzcluster an deutschen Universitäten und «Leuchttürme» an schweizerischen Hochschulen so attraktiv für die Kommandoebene macht. Indem man die normalen Angehörigen solcher Organisationen einem ewigen Diktat des Komparativs unterwirft und ihnen prinzipielles Ungenügen zuschreibt, werden religionssoziologisch gedeutet Transzendenzen mittlerer bis grosser Art vorgelegt und als scheinbar logisches, allgemein akzeptiertes und im schlimmsten Fall gar «natürliches» Wissen in die Gesellschaft hinein kommuniziert. Doch damit ist das Potential der Exzellenz als Idee und Konzept noch nicht ausgeschöpft. In der Installation der Wettbewerbsgesellschaft, die – unter anderem – in der Exzellenz ihrer möglichst mit Standards qualitätsgesicherten Bildungseinrichtungen kulminieren soll, geht es auch darum, vollständige Desintegration, Desinteresse oder gar Widerstand gegen eine solche ideologische Mobilisierung zu minimieren. In dieser Hinsicht ist der Exzellenzbegriff in Staat und Wirtschaft denn auch ein *Abkühlungsinstrument* für die immer viel grössere Zahl von Normalen und Gewöhnlichen, die gedemütigt und degradiert auf der Strecke bleiben müssen. Ihnen wird über die Exzellenzschiene fortlaufend beigebracht, dass sie verloren haben und dass dies auch richtig ist. Denn wer sich nur genug anstrengt, der hätte ja

exzellent werden können. Gegenwehr ist demnach nur über die Anpassung an die für die meisten unerreichbaren Kriterien der Exzellenten möglich. Aber dann passt man sich ja an die Vorlage an. In der Soziologie bezeichnet man diese Produktion von Aussichtslosigkeit seit Robert K. Merton als ein Anomiepotential, das längerfristig viele nicht-intendierte, aber erwartbare Nebenwirkungen an den Bildungseinrichtungen haben wird. Zu denken ist etwa an innere Kündigungen, Zynismus, Verachtung von Führungskräften, politische Radikalisierung und anderes mehr.

Der Mechanismus, dass man vielen ruft und immer nur wenige auserwählt, macht die Exzellenzforderung und deren Anwendung zu einem geschmeidigen *Legitimationsinstrument* für die Produktion von massiven Ungleichbehandlungen und -verteilungen. Solche Ungleichheiten wurden z.B. in Deutschland mit der Bildung von Exzellenzclustern an wenigen Universitäten in die Wege geleitet. Wenige Hochschulen haben viel bekommen und werden dann durch die aussergewöhnliche Anhäufung von Geld und Wissen tatsächlich zu herausragenden Einrichtungen. Im Prinzip sehen wir eine “self fulfilling prophecy” am Werk, die es vielen auferlegt gewöhnlich und unterausgestattet zu bleiben, während wenige Auserwählte der gebildeten Elite aus dem Vollen schöpfen können (sollen).

Im Kern handelt es sich demnach bei der Forderung nach «Leuchttürmen,» Exzellenzclustern und dauernd zu erbringenden Spitzenleistungen um einen *symbolischen Kreuzzug*. In diesen Prozessen wollen immer die Spielregeln, die Normen und die gesellschaftliche Organisation zugunsten der Ideen und zum Nutzen von ideologisch gut gerüsteten Akteuren von oben nach unten durchgesetzt werden. Allerdings gelingt dies meistens nur partiell, denn auch die Proponenten der Forderungen verfügen selber nur begrenzt über eigene Exzellenz. Und wenn sie Erfolg haben, dann geraten die Rezepturen in der Regel in den Mahlstrom bürokratischer Verfahren, wo sie dann ins Alltägliche

und Gewöhnliche zurückgestutzt werden. Dies gilt auf jeden Fall für die Mehrzahl der Bildungseinrichtungen. Doch dann sind selbstverständlich neue Marschbefehle in Richtung Exzellenz angesagt und das Spiel beginnt wieder von vorne. Wir haben es mithin bei diesen Forderung mit einer Art *perpetuum mobile* der Ideologisierung der Leistungsgesellschaft zu tun.

Abschliessend dazu nur ein Beispiel: Nachdem der Impetus der Managerialisierungswelle, die in den letzten Jahren im Gewand von allerlei Reformen über die Volksschule geschwappt ist unter dem politischen Widerstand der Schweizerischen Volkspartei gegen das Harnos-Projekt und andere Reformen langsam, aber sicher zu verebben droht, stellt sich in der Bildungspolitik, dem pädagogisch-wissenschaftlichen Komplex und den Bildungsverwaltungen eine gewisse Orientierungslosigkeit wegen der letztlich doch nicht erreichten Spitzenposition ein. Man denke dabei etwa an die PISA Studien, in denen bisher nur die Finnen exzellent geworden und geblieben sind. Ehedem schnittig-modische Konzepte zur Aufholjagd in der bildungspolitischen Profilierung, wie z.B. die Qualitätssicherung sind heutzutage vielerorts in alltägliche, bürokratische Routinen von Schulevaluationseinrichtungen überführt worden. Sie haben damit ihren Sexappeal als Leitideen und ihr Profilierungspotential verloren und sie werden eines, soviel wissen wir heute, sicher nicht produzieren: Exzellenz. Doch dies hindert natürlich die Verantwortlichen nicht daran, nun wiederum eines für unsere Bildungsinstitutionen zu fordern: Mehr desselben, nämlich Exzellenz. Denn die Idee

von Bildungseinrichtungen, die sich einfach dem Tagesgeschäft von Lehren und Lernen widmen und dabei ganz normal und gewöhnlich vor sich hinwirken, ist heute bildungspolitisch unerträglich geworden. Offenbar müssen konstant neue unerreichbare Sinnhorizonte einer Besserung, die nie eintreten wird, durch symbolische Kreuzzüge erfunden und als Leitmotive durchgesetzt werden. Bei den alten Griechen hiess so etwas in Erkennung des erzeugten Leidens einfach Sisyphusarbeit.

Literatur

- Berger, Peter L. und Thomas Luckmann (1969): *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit*. Frankfurt am Main: Fischer.
- Deleuze, Gilles (1993 [1990]): «Postskriptum über die Kontrollgesellschaft.» In: *Unterhandlungen*. Frankfurt am Main: Suhrkamp, 254–262.
- fon. 2008 (12. Juli): «Eltern im Laufgitter. Zunehmende Einmischung des Staates in die Kindererziehung.» *Neue Zürcher Zeitung*. Zürich: NZZ Verlag.
- Imhof, Kurt und Thomas Eberle (Hrsg.) (2005): *Triumph und Elend des Neoliberalismus*. Zürich: Seismo.
- Rose, Nicolas (2000): «Tod des Sozialen? Eine Neubestimmung der Grenzen des Regierens.» In: Ulrich Bröckling, Susanne Krasmann und Thomas Lemke (Hrsg.), *Gouvernementalität der Gegenwart. Studien zur Ökonomisierung des Sozialen*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- de Weck, Roger. 2009 (13. Juni): «Kapitalismus als Religion.» *Das Magazin*: Zürich, Tamedia.

Les Pôles nationaux de recherche – accélérateurs d'excellence scientifique ?

René Levy (Université de Lausanne, ancien membre du Conseil national de la recherche du Fonds national suisse, Div. IV)

Pôles nationaux de recherche – un outil de politique de la recherche

Les Pôles de recherche nationaux (PRN ou, en anglais, NCCR pour National Center of Competence in Research) ont été instaurés avec l'objectif de donner à la Confédération un outil performant de politique de la recherche (FNS, 1998, 52), outil qui vise principalement «... l'établissement de pôles de recherche efficaces, durablement ancrés dans les institutions existantes et garantissant une concentration appropriée des moyens et une juste répartition des tâches entre hautes écoles» (FNS, 1998, 16).

L'«excellence» y joue un rôle fondamental et a priori légitime. Toutefois, cet objectif semble subordonné à la volonté de faire évoluer le paysage universitaire suisse vers une forme de spécialisation. La spécialisation visée n'est ni exclusive ni imposée d'autorité, mais doit se réaliser plutôt par incitation dans un processus combinant sagement le *top-down* et le *bottom-up*. Ce statut de levier de la politique fédérale de la recherche et plus généralement universitaire est souligné non seulement par les textes officiels, mais également par les étapes de la procédure de sélection que parcourent les propositions lors des mises au concours. Le début du processus est scientifique, son aboutissement politique. La décision qui détermine définitivement le financement et donc la réalisation de PRN – jugés excellents par l'expertise scientifique préalable – incombe au Département de l'Intérieur où elle est préparée par le SER (Secrétariat d'Etat à la recherche, dirigé dans la période fondatrice des PRN par le visionnaire C. Kleiber). Ainsi, l'excellence attestée par des experts internationaux est une condition nécessaire, mais non suffisante pour la réalisation d'un PRN.

A cet égard, rappelons-nous aussi que les PRN ont remplacé les PPR (Programmes prioritaires de recherche, dont «Demain la Suisse») pour la raison explicitement déclarée que les PPR, conçus pour une durée de quatre ou huit ans et à la structure relativement décentralisée, ne servaient pas suffisamment à la visée d'accentuer le profil de spécialisation des universités et hautes écoles suisses, jugé trop dilué et éparpillé. C'est la raison principale de l'introduction du principe du centre de compétence (*leading house*) dans les PRN, avec l'idée que l'université qui héberge un de ces centres en fasse à terme une de ses priorités durables.

Rôle de l'excellence dans les PRN

Les documents officiels reconnaissent qu'il ne serait pas réaliste d'attendre l'excellence dans tous les domaines scientifiques dont une université s'occupe et qu'il s'agit plutôt, pour ainsi-dire, de construire des îles d'excellence dans les eaux plus mélangées de leur «portefeuille disciplinaire». Les PRN constituent un moyen d'amener les directions de chaque établissement universitaire à développer des visions stratégiques en sélectionnant et en appuyant celles parmi leurs forces qui se seront avérées porteuses dans le cadre «expérimental» d'un programme de recherche issu des chercheurs eux-mêmes. La perspective globale est donc celle d'un paysage universitaire qui sauvegarde l'universalité disciplinaire tout en développant des pôles d'excellence.

La question de l'excellence se pose aux PRN dans les deux domaines de l'enseignement et de la recherche puisque, en parallèle à leur tâche de recherche, les PRN ont également une tâche d'enseignement au niveau doctoral et post-grade, avec une attention particulière à l'égalité entre femmes et hommes. Ces deux aspects sont évalués

périodiquement et à pondération égale. La recherche s'effectue avant tout par des doctorants et des post-docs, et les PRN constituent pour tous les participants de véritables systèmes de mobilisation, c'est-à-dire des environnements particulièrement motivants.

Excellence dans les sciences sociales ?

On s'en souvient, le premier concours de PRN en 1999 a produit une situation consternante : dix-huit projets avaient été retenus comme scientifiquement excellents et méritant d'être réalisés. Le Département de l'Intérieur, alors dirigé par Ruth Dreifuss, en avait accepté quatorze ; les quatre projets relevant à proprement parler des sciences humaines ou sociales et ayant passé l'expertise avec succès s'étaient trouvés recalés par la décision politique. L'éviction *de facto* des sciences humaines et sociales n'était donc pas due à une évaluation scientifique plus sceptique de leurs projets, mais au processus politique qui a produit la décision finale. Au cours de la conférence de presse qui présentait la première « récolte » de PRN, la conseillère fédérale en charge du dossier paraissait découvrir avec surprise cet état de fait lorsqu'elle y fut confrontée par la question d'un journaliste. Ce qui paraît probable, mais reste une hypothèse jamais sérieusement vérifiée, c'est que les rectorats, consultés par le Secrétaire d'Etat en vue de la décision finale, ont mis la priorité sur les projets des sciences « dures », plus « payants » à plusieurs titres, créant ainsi, par cumulation d'actes individuels peut-être localement « rationnels », une situation d'ensemble non désirable. On peut de plus supposer que le Secrétaire d'Etat ne fut pas assez choqué par ce résultat pour en alerter sa ministre de tutelle.

Le tollé provoqué par ce résultat a produit un dédale d'hypothèses sur ce qui distinguerait l'organisation en réseau des sciences humaines et/ou sociales de celle des sciences naturelles, mais il n'est pas plausible d'attribuer le résultat politique à de telles différences. En ce qui concerne l'argument que les sciences « molles » seraient moins fortement

organisées en réseaux que les sciences « dures », l'analyse des esquisses de PRN a démontré qu'il n'en est rien (Widmer et Levy, 2005). Il a aussi provoqué, *in fine*, une deuxième mise au concours (2004), à l'envergure bien plus modeste que la première, mais entièrement réservée aux deux groupes de disciplines restées en rade.

Si la question de l'excellence ne semble pas avoir joué de rôle déterminant dans cette « débâcle » (quelque peu rectifiée depuis), la décision fatidique ayant été politique et non scientifique, elle reste par ailleurs primordiale dans le contexte actuel. Ce contexte est caractérisé par une emprise croissante de la Confédération sur la politique universitaire et de ce fait une mise en concurrence des universités. Si cette évolution s'est accélérée depuis le milieu des années 80 (c'est aussi à partir de là que les moyens du Fonds national ont connu une augmentation renforcée), elle dure depuis plus longtemps déjà (Heiniger, 1990; Fleury et Joye, 2002; Benninghoff et Leresche, 2003); elle s'est probablement déjà inscrite dans les structures de gestion très différentes entre les écoles polytechniques, fédérales, et les universités, cantonales.

Il ne s'agit pas ici de condamner cette évolution : elle a sans doute profité à la recherche et plus généralement aux universités, l'Etat fédéral disposant de compétences en matière de politique scientifique qualitativement bien supérieures à celles des cantons universitaires. Mais elle crée aussi des effets pervers dont le dénominateur commun est très wébérien : la rationalisation bureaucratique qui mène nécessairement à la dépersonnalisation des procédures et à l'élimination progressive de tout ce qui peut paraître « arbitraire » ou du moins intransparent car non formalisable (p. ex. la « jugeotte » des évaluateurs et évaluatrices). Cela concerne l'enseignement (réforme de Bologne, évaluation de l'enseignement universitaire par indicateurs quantitatifs) autant que la recherche.

Il n'est pas possible d'ouvrir ici le débat sur les méthodes d'évaluation de l'enseignement et de la recherche universitaires (voir, pour la Suisse, Fischer

et Weber, 2001; Hutmacher, 2001; Weber, 2001; Perellon, 2004); contentons-nous de noter trois différences fondamentales. D'abord, contrairement aux sciences de la nature, les sciences humaines et sociales s'intéressent à des objets qui se thématisent eux-mêmes, elles développent des visions qui peuvent entrer en conflit avec les perspectives « indigènes », et ne sauraient de ce fait se contenter d'approches purement extérieures à l'objet. Ensuite et en grande partie pour cette raison, elles ne sont typiquement pas monoparadigmatiques. Une troisième différence réside dans la contextualité des problématiques étudiées plus particulièrement par les sciences sociales. Ces différences ne constituent pas le seul défi que toute tentative d'évaluation systématisée et formalisée doit affronter (voir p.ex. l'énumération de facteurs chez Weber, 2001), mais elles sont assez redoutables. Une seule illustration, concernant la contextualité : quelles sont les chances d'une étude socio-politologique suisse, même brillante, concernant les effets des politiques communales et cantonales en matière de garde d'enfants sur l'égalité dans les couples, d'être publiée dans une revue de politique sociale de rang international ?

La politique de la science pour les sciences sociales, une course de rattrapage

On reconnaît facilement un fil rouge concernant le statut des sciences sociales dans l'histoire du soutien fédéral à la recherche : il s'agit dès le début d'une course de rattrapage dont l'issue peut être positive, mais ne préjuge pas du long terme qui dépend de l'engagement politique continu des disciplines concernées. Rappelons quelques éléments pertinents. Jusqu'à la fin des années 40, le soutien fédéral à la recherche se limitait à un petit nombre de domaines intéressant directement la politique (p.ex. la recherche nucléaire) et passait essentiellement par les EPF. Le Fonds national est entré en action en 1952 et a, à ma connaissance, accordé pour la première fois dans l'histoire des sciences

en Suisse un soutien ferme aux sciences sociales via sa Division I. Celle-ci disposait au début d'environ 30% du budget, puis cette proportion a oscillé à un niveau plus bas (entre des valeurs extrêmes de 7% et 24%); elle se situe actuellement à un peu moins de 20% (Fleury et Joye, 2002; Levy, 2006). Les Programmes prioritaires de recherche en 1991 n'étaient au départ prévus que pour les disciplines « dures », figurées par les quatre PPR placés sous la houlette du Fonds national (Environnement, Biotechnologie, Informatique, Médecine clinique – finalement non réalisé) et quatre autres, surveillés directement par le Conseil des EPF car réservés à celles-ci. L'ajout du PPR « Demain la Suisse » dès 1996 résultait clairement de l'intervention insistante des sciences sociales (« Club SoWi » appuyé par l'ASSH). L'assise des « infrastructures de recherche » (Panel de ménages, participation suisse à des enquêtes internationales comme l'ISSP et l'ESS, rapport social), créées grâce à ce PPR, est restée relativement fragile jusqu'à la création récente de FORS (Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales). *Mutatis mutandis*, la situation était semblable après le remplacement des PPR par les PRN, sauf que l'absence initiale des sciences sociales ne correspondait, cette fois, plus à la vision officielle et avait, de ce fait, un potentiel de scandalisation plus important dont l'exploitation a permis d'obtenir que la deuxième mise au concours soit réservée aux sciences humaines et sociales. Dernier élément de la série, emblématique de la tendance générale : au moment où le Fonds national met au concours la troisième série de PRN (2008), deux autres initiatives, plus massives que tout ce que le monde scientifique suisse a vu jusqu'alors, sont lancées au niveau fédéral en faveur des sciences « dures », cette fois entièrement en dehors du Fonds national – et avec succès : SystemsX (Biologie systémique, budget 100 mio, www.systemsx.ch) et Nano-Tera (Ingénierie reliant le tout petit avec le tout grand, budget 120 mio, www.nano-tera.ch)...

Un enseignement pratique découle avec évidence de ce constat : le soutien aux sciences sociales, que

ce soit dans l'enseignement ou dans la recherche, ne s'institutionnalise et ne s'améliore qu'au prix d'un engagement actif constant sur le plan de la politique de la science. Il nécessite, en plus des diverses formes de collaboration avec d'autres instances (comme notamment l'ASSH), des initiatives autonomes venant des disciplines elles-mêmes. Et l'expérience le prouve: cet engagement est payant.

Références bibliographiques

Benninghoff, Martin et Jean-Philippe Leresche (2003): *La recherche affaire d'Etat. Enjeux et luttes d'une politique fédérale des sciences*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes (Le savoir suisse).

Fischer, Regula und Karl Weber (2001): *Homo Academicus oder Human Capital? Evaluationsdiskurs und Evaluationspraxis an den Schweizer Hochschulen*. Zürich: Rüegger (PNR 33).

FNS (1998): *Programme pluriannuel 2001–2003*. Berne: Fonds national de la recherche scientifique.

Fleury, Antoine und Frédéric Joye (2002): *Die Anfänge der Forschungspolitik in der Schweiz. Gründungsgeschichte des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1934–1952*. Baden: Hier+Jetzt.

Heiniger, Markus (env. 1975): *Vorüberlegungen zu einer Geschichte der Forschung und Entwicklung (F&E) in der Schweiz 1930–1970*. Rapport non publié formellement.

Hutmacher, Walo (dir., 2001): *Welche Qualität in den Sozialwissenschaften? Ansätze, Erfahrungen, Perspektiven*. Bern: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften.

Levy, René (2006): Trente-cinq ans d'engagement pour la sociologie. In: Marianne Modak et Jean-Pierre Tabin (dir.), *Penser le social. Homages à Jean-Pierre Fragnière*. Lausanne: Haute école de travail social et de la santé, 169–183.

Perellon, Juan-Francesco (2004): L'assurance-qualité dans l'enseignement supérieur en Suisse: entre souci d'amélioration et pilotage politique. In: Markus Zürcher und Rolf Heusser (Hrsg.), *Akkreditierung und Qualitätssicherung in den Geistes- und Sozialwissenschaften*. Bern: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften, 59–75.

Weber, Karl (2001): Qualität – Theorie und Praxis eines Leitbegriffs. In: Walo Hutmacher (dir.), *Welche Qualität in den Sozialwissenschaften? Ansätze, Erfahrungen, Perspektiven*. Bern: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften, 17–37.

Widmer, Eric et René Levy, avec la collaboration de Francesco Giudici (2005): Pôles d'excellence et réseau de collaboration dans les sciences en Suisse (1999 et 2004): Une analyse réticulaire (Rapport à la Division IV du Fonds national de la recherche scientifique), Lausanne: Institut d'étude des trajectoires bibliographiques.

Le programme « Professeurs boursiers FNS » : un modèle élitiste de l'excellence pour les carrières académiques ?

Martin Benninghoff et Gaële Goastellec (Observatoire Science, Politique et Société, Université de Lausanne)

Introduction

Les discours sur l'excellence scientifique font florès en Suisse comme à l'étranger. Le Fonds national suisse (FNS) ne fait pas exception et propose dans ses mesures de soutien à la recherche et aux personnes des programmes dit « d'excellence scientifique ». Les « Pôles de recherche nationaux » ou les programmes « *Eccellenza* », « *Ambizione* » et « Professeurs boursiers FNS » sont autant d'exemples qui illustrent cette course à l'excellence. Au-delà de la rhétorique de l'excellence qui vise à légitimer les pratiques du Fonds national vis-à-vis notamment du bailleur de fonds (la Confédération, en l'occurrence le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche), on peut se demander si cette surenchère de la qualité (du bon au très bon, à l'excellent chercheur) ne modifie pas (à terme) les normes, valeurs et conceptions du travail scientifique et de l'organisation des carrières académiques. Nous allons traiter cette question, en nous basant sur le programme « professeurs boursiers FNS » mis en place, en 1999, par le FNS.

L'avènement d'un modèle plus individualiste

Ce programme s'inscrit en effet en rupture avec une conception plus « institutionnelle » des instruments d'encouragement des carrières scientifiques, notamment incarnée par le programme « relève » de la Confédération (OFES-CUS), qui a dominé le champ scientifique suisse dans les années 1980–90 (Felli et al., 2006). Dans ce modèle, les universités (facultés, disciplines, etc.) avaient la possibilité d'influer très largement sur l'affectation des fonds et d'établir leurs propres priorités en matière de personnels académiques et d'orientation disciplinaire. De plus, les objectifs du programme portaient plus

sur des activités d'enseignement et d'encadrement d'étudiants que sur des activités de recherche

Avec la disparition de ce programme, on assiste à l'avènement d'un modèle plus *individualiste*, car moins centré sur des disciplines et plus sur des individualités qui affirment leur indépendance vis-à-vis hiérarchies académiques. Plus *élitiste* aussi, car ce modèle est très sélectif au départ et ne concerne que les « *happy few* » qui visent les places les plus éminentes et convoitées du champ scientifique. Il s'agit finalement, d'un dispositif plus *concurrentiel* car ces postes sont mis au concours au niveau national.

Ce programme vise donc à promouvoir un chercheur mobile, intégré dans des réseaux nationaux et internationaux et responsable de son propre destin professionnel : un « entrepreneur du savoir », pour reprendre la terminologie de l'ancien Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche (Kleiber, 1999). Dans le cadre de ce programme, la future carrière se construit par le biais d'un projet de recherche à l'aide duquel le « professeur boursier » peut engager des doctorant-e-s constituant des ressources mises à disposition par le FNS. Contrairement au modèle institutionnel, les activités de recherche sont donc prédominantes. Ce type de programme offre la possibilité à ses bénéficiaires d'étoffer leur CV (en termes de publications) afin d'être plus concurrentiel sur le marché du travail académique et d'améliorer par là-même leur employabilité, notamment au sein des institutions académiques.

A profil exceptionnel, procédure de nomination exceptionnelle. Ainsi, les candidat-e-s au programme « Professeurs boursier FNS » choisissent dans un premier temps leur institution d'accueil, le laboratoire ou département sollicité devant en retour formellement soutenir leur candidature auprès du FNS. Puis il revient au Fonds national de

sélectionner ces candidat-e-s sur la base du dossier scientifique. Ainsi, dans le cadre de ce programme, les universités sont en très grande partie dessaisies de leur capacité à sélectionner les chercheurs, et donc à planifier et gérer la relève financée par des subsides de la Confédération. Car même si l'Université doit donner son accord, la nomination de ces professeurs boursiers est l'affaire du FNS. Si cette procédure devrait permettre de garantir la qualité scientifique du dossier du candidat (via une évaluation par les pairs), elle réduit en partie l'autonomie des universités dans le domaine de la nomination des professeurs.

De plus, ce programme remet d'une certaine manière en cause le système de chaire comme modèle de l'organisation du travail académique au sein des universités suisses au profit du modèle anglo-saxon de type *tenure-track* (pré-titularisation conditionnelle). Déjà largement institué dans les pays anglo-saxons, ce dispositif a été importé en Suisse par l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) dès le début des années 2000. Sa possible institutionnalisation au sein de l'ensemble des hautes écoles a été soutenue par le Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST), affirmant que « ce mode de sélection et de promotion des professeurs assistant-e-s est déjà utilisé avec succès depuis des dizaines d'années dans les universités anglaises et américaines ; il est reconnu partout dans le monde comme meilleur modèle de structure de carrière universitaire » (CSST, 2001 : 27).

Le profil des bénéficiaires

Mais au-delà de la dimension normative et prescriptive de ce nouveau modèle du chercheur et de carrières académiques, qui sont « réellement » ces chercheuses et chercheurs d'excellence ? On peut identifier quelques-unes de leurs caractéristiques sociodémographiques sur la base d'une étude menée pour le FNS sur la période 2000–2005 (Goastellec et al., 2007).

Les bénéficiaires du programme sont « jeunes » (âge moyen 37 ans), ce qui correspond bien aux

objectifs du FNS qui souhaite soutenir des « jeunes chercheuses et chercheurs talentueux, actifs dans de nouveaux domaines de recherche, et qui contribuent par là à forger l'avenir scientifique de l'institution universitaire » (FNS, 2006, 25). Sous l'angle des trajectoires individuelles, la précocité des bénéficiaires de ce programme d'excellence est encore plus frappante puisque ceux-ci ont obtenu leur doctorat 3 à 4 ans plus tôt que l'âge moyen d'obtention d'un tel titre en Suisse. Ce programme semble donc avantager un profil de carrière plus « rapide » que la moyenne nationale, même si l'on observe également des profils de boursiers plus âgés en particulier au sein des sciences humaines et sociales.

Les « professeurs boursiers » sont majoritairement des hommes, même si l'on dénombre 30% de femmes bénéficiaires du programme, ce qui correspond à l'objectif fixé par le FNS. D'un point de vue disciplinaire, il n'y a rien de nouveau : les femmes sont plus présentes en sciences humaines et sociales, alors que les hommes dominent les sciences techniques (88%), la médecine (82%) tout comme les sciences économiques et le droit (84%). Ainsi, si l'on constate effectivement une amélioration du taux de femmes à ce niveau (en comparaison avec le pourcentage de femmes professeurs assistantes), la dimension genrée des disciplines reste extrêmement présente.

L'internationalisation des candidat-e-s au subside est frappante, puisque pas moins de 20 nationalités sont recensées dans la période considérée, même si au final 70% des bénéficiaires sont d'origine suisse. D'un point de vue disciplinaire, on peut distinguer deux logiques à l'œuvre : d'un côté, le programme « professeurs boursiers » favorise la relève académique nationale dans des domaines où la demande de postes émanant des chercheurs suisses est forte. De l'autre, concernant les domaines pour lesquels les institutions suisses sont sans doute plus compétitives sur la scène internationale (sciences exactes et naturelles, médecine et pharmacie), la

compétition internationale joue à plein dans l'attribution des postes de professeur boursier.

De plus, la moitié des bénéficiaires avait obtenu un précédent subside de recherche. Il est probable que le fait d'avoir déjà été sélectionné par le FNS ait joué un rôle favorable dans le processus d'évaluation de la qualité des dossiers des candidat-e-s. Ainsi, la thèse de l'avantage cumulatif (« l'effet Mathieu »), qui veut que les plus favorisés tendent à accroître leur avantage sur les autres (autrement dit : « on ne prête qu'aux riches »), semble également se vérifier avec ce programme, ce d'autant plus que les bénéficiaires avaient majoritairement des postes à plein temps juste avant l'obtention du subside, même si l'on observe des différences entre sexe : 86% des hommes avait un poste à plein temps, alors que cela ne concernait que 68% des femmes.

Pour conclure, il ne fait aucun doute que ce programme, en axant clairement la sélection sur des critères scientifiques plutôt qu'institutionnels, vise à encourager des projets de recherche de qualité et ce dans toutes les disciplines. Il permet également de soutenir des chercheurs « locaux » dans un contexte de forte internationalisation des carrières académiques en leur donnant les moyens de rivaliser lors de la mise au concours de postes de professeur. Mais en raison de sa dimension « élitiste », ce programme pourrait reproduire également certaines dimensions des inégalités de carrière (sexe, origines sociales, etc.) et donc d'accès aux postes les plus élevés dans la hiérarchie de la profession académique, à savoir celui de professeur. Est-ce à dire que le profil du chercheur de l'excellence se résume à un jeune-homme-mobile-internationalisé-connexionniste ? Même si tous les chemins ne mènent pas au sommet de la hiérarchie académique, il n'en demeure pas moins que l'étude réalisée sur le programme « Professeurs boursiers FNS » donne à voir d'autres trajectoires possibles pour l'obtention du graal académique que celles esquissées, à l'exemple des parcours de femmes travaillant dans le domaine

des sciences sociales et humaines, ayant obtenu la thèse de doctorat à un âge plus avancé (plus de 30 ans) et ayant passé moins de temps à l'étranger. Par ailleurs, si plus des trois quarts des professeurs boursiers sortis du programme au moment de l'enquête avaient obtenu un poste de professeur, on observe malgré tout que la part des professeurs des hautes écoles suisses issus de la filière « professeurs boursiers FNS » reste marginale au regard de ceux issus des procédures de mises au concours de postes de professeur au sein des universités. La diversité des carrières académiques demeure donc (encore) prégnante, ce qui questionne la pluralité des définitions et des mesures de l'excellence en fonction des disciplines, mais également en fonction des trajectoires individuelles. Reste à savoir si cette diversité des carrières académiques et des modèles d'excellence conduisant à un poste de professeur va perdurer ou si l'on assiste à une lente mais inexorable uniformisation (plus) élitiste des carrières académiques ?

Références bibliographiques

- CSST (2001) : *L'encouragement de la relève universitaire dans les hautes écoles suisses. Proposition du CSST*. Berne : CSST, no 1.
- Felli Romain, Gaële Goastellec, Lukas Baschung et Jean-Philippe Leresche (2006) : *Politique fédérale d'encouragement de la relève académique et stratégie institutionnelles des universités*. Lausanne : OSPS-UNIL, Cahiers de l'Observatoire no 15.
- FNS (2006) : *Programme pluriannuel 2008–2011. Défis pour l'encouragement de la recherche et réponses du FNS*. Berne : FNS.
- Goastellec Gaële, Jean-Philippe Leresche, Olivier Moeschler et Arnaud Nicolay (2007) : *Les transformations du marché académique Suisse. Evaluation du programme Professeurs boursiers FNS*. Bern : FNS.
- Kleiber Charles, (1999) : *Pour l'Université* : Bern.

Förderungsprofessuren: Exzellenz gegen lokale Interessen?

Martina Merz (Soziologisches Seminar, Universität Luzern)*

Einleitung

Der Schweizerische Nationalfonds (SNF) vergibt seit 1999 jährlich Förderungsprofessuren mit dem Ziel, «jungen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern mit mehrjähriger ausgewiesener Forschungserfahrung einen bedeutsamen akademischen Karriereschritt» (SNF-Website) zu ermöglichen.¹ Heute sind diese Professuren in der Hochschullandschaft der Schweiz fest etabliert. Förderungsprofessuren symbolisieren, dass an einer Hochschule Forschung auf höchstem Niveau betrieben und der akademische Nachwuchs gefördert wird. Die mit einer solchen Professur gewährte Finanzierung (durchschnittlich ca. 1.2 Millionen CHF) ist ein willkommener Beitrag zu den Drittmittelbudgets. Die Hochschulen befinden sich bzgl. der Zahl der erworbenen Professuren in einem Wettbewerb untereinander, und nicht wenige annonciieren die frisch gekürten Förderungsprofessuren wie Trophäen auf ihren Startseiten. Gleichwohl ist das Verhältnis von Förderungsprofessuren (sowie ihren Inhabern und Inhaberinnen) und den Hochschulen durch eine gewisse Ambivalenz gekennzeichnet. Diese Ambivalenz ist Ausdruck der Tatsache, dass die Kriterien und Modalitäten, nach denen Exzellenz bemessen wird, umstritten sind und auf komplexe Weise mit institutionellen Gegebenheiten korrelieren.

* Die Autorin ist als Förderungsprofessorin seit Oktober 2006 am Soziologischen Seminar der Universität Luzern tätig. Für eine verwandte Diskussion des Förderinstruments siehe auch Merz (2008).

1 Die Förderungsprofessur bietet ihren Inhabern und Inhaberinnen die Gelegenheit, maximal sechs Jahre lang (vier Jahre plus, auf erneuten Antrag, zwei weitere Jahre) ein fest umschriebenes Projekt mit einer eigenen Forschergruppe (typischerweise 1–2 Doktorierende oder Postdocs und eine studentische Assistenz) zu bearbeiten.

Eingriff in die universitäre Autonomie?

Aus Sicht der Hochschulen ist die Tatsache problematisch, dass sie in die Auswahl der Förderungsprofessoren und -professorinnen nicht involviert sind, obwohl die Geförderten anschliessend an den Hochschulen ihrer Wahl den Status (Pflichten und Rechte) einer Assistenzprofessur verliehen bekommen. Für die gesamte Selektionsprozedur, d.h. insbesondere für die Beurteilung der wissenschaftlichen Qualität der Kandidierenden, ist allein der Nationalfonds mit den von ihm hinzugezogenen Experten zuständig. Die Hochschulen können lediglich eine Vorauswahl treffen, indem sie nur ausgesuchten Kandidierenden das vom SNF geforderte Unterstützungsschreiben der vorgesehenen Gastinstitution ausstellen. Da die Gewährung einer Förderungsprofessur mit einer grosszügigen Drittmittelfinanzierung einhergeht, ist das Interesse der Hochschulen allerdings gering, die Zahl der mit ihnen assoziierten Bewerbungen im Vorfeld restriktiv zu handhaben.

Die Ambivalenz der Hochschulen resultiert aus der Wahrnehmung, dass der SNF in ihre Autonomie eingreift, indem er ihnen eine ihrer zentralen Zuständigkeiten, die Berufung von Professoren und Professorinnen, verwehrt. Obwohl die vollkommene Berufungsautonomie ohnehin nicht gegeben ist (man denke an mögliche Interventionen aus der Politik), ist die Intervention des SNF insofern radikaler, als das gesamte Auswahlverfahren ausserhalb der Hochschulen und jenseits ihrer Rituale angesiedelt ist. Weder findet an den Hochschulen eine Verständigung über die inhaltlichen Ausrichtungen der zu besetzenden Förderungsprofessuren und die gewünschten Qualitätsstandards statt, noch teilen Kandidierende und Hochschulangehörige die Erfahrung des Berufungsverfahrens, das neben der sozialen

Funktion der Qualitätskontrolle auch eine symbolische Funktion hat: als *Initiationsritus* für die Einführung in die Gemeinschaft der Professoren. Inhaber und Inhaberinnen von Förderprofessuren bleiben an Hochschulen aus diesen Gründen Aussenseiter.

Der SNF vertritt seine Souveränität in der Durchführung des Auswahlverfahrens offensiv: *«Eine Teilnahme von Hochschulvertreterinnen und -vertretern in den Evaluationsgremien ist nicht opportun, da sich die Kompetition auf den Vergleich der wissenschaftlichen Qualität aller Dossiers bezieht und lokale Interessen nicht ins Spiel kommen sollen»* (SNF, o.D.). Diese Aussage ist in zweierlei Hinsicht aufschlussreich.

Entkoppelung von universitärer Stellenallokation

Erstens unterscheidet sich das Auswahlverfahren des SNF *strukturell* massgeblich von den Berufungsverfahren an Hochschulen. Der SNF besetzt keine Vakanzen, d.h. er ordnet nicht *einzelne* Personen *einzelnen* Professuren aufgrund «lokaler Interessen» zu. Vielmehr konkurrieren Kandidierende verschiedener disziplinärer Provenienz um eine zuvor nur grob festgelegte Zahl gleichwertiger Stellen, die prinzipiell an jeder Hochschule der Schweiz und in jedem Fach angetreten werden können. Damit entfällt die von einer Hochschule eingeforderte doppelte Passung – zum Stellenprofil (Spezialgebiet/Fach) und zum sozialen Umfeld (Kollegium) – als unhintergebares Erfolgskriterium für eine Professur. Für die Kandidierenden entsteht auf diese Weise eine zeitliche, örtliche und zuweilen auch disziplinäre Flexibilität, welche die Möglichkeit einer Bewerbung (und damit die Ausübung einer Professur) von den Kontingenzen universitärer Stellenallokationen entkoppelt.

Selektionskriterien und wissenschaftliche Qualität

Zweitens nimmt der SNF eine andere Gewichtung und Auswahl der Exzellenzkriterien vor als die

sozial- und geisteswissenschaftlichen Fachbereiche der Hochschulen. Diese Unterschiede sind zum einen Ausdruck einer dem SNF eigenen Förderlogik (Forschungsorientierung, Mobilität); zum anderen resultieren sie aus der Anforderung, die wissenschaftliche Qualität von Bewerbungen unterschiedlicher disziplinärer und regionaler Herkunft vergleichbar zu machen (Publikationsleistung, Habilitation).

Forschungsorientierung

Eine erste Akzentverschiebung in der Bewertung betrifft den Stellenwert der Forschung. In universitären Berufungsverfahren kommen die Forschungsschwerpunkte und -projekte der Kandidierenden zwar zur Sprache, sind für die Entscheidung aber nur selten ausschlaggebend. Im Fall der Förderungsprofessur ist das vorgesehene Forschungsvorhaben hingegen Dreh- und Angelpunkt der Vergabeprozedur: sie ist primär *Forschungsprofessur*. Dies manifestiert sich nicht nur in der expliziten Bewertung der wissenschaftlichen Qualität des Forschungsgesuchs, sondern ebenfalls in der Tatsache, dass der SNF einen Forschungsbeitrag gewährt (nicht aber eine Assistenz für die Lehre) und dass das Lehrdeputat aufgrund der Aushandlung des SNF mit den Hochschulen geringer ausfällt als das «gewöhnlicher» (d.h. von Hochschulen finanzierter) Assistenzprofessuren.

Publikationsleistung

Strukturell stehen der SNF-Forschungsrat und universitäre Berufungskommissionen vor verschiedenen Herausforderungen: Wo letztere die Kandidaturen in Bezug auf ein fachlich und thematisch präzise konturiertes Stellenprofil miteinander vergleichen und ihre Bewertungskriterien entsprechend justieren können, muss der SNF *fachübergreifende Vergleichbarkeit* herstellen und für diese Aufgabe adäquate Bewertungskriterien identifizieren. Die Schwierigkeiten und Fallstricke eines solchen Unterfangens sind aus den aktuellen Rankingdebatten hinlänglich bekannt. Der SNF

favorisiert in der Bewertung des Outputs «Publikationen in hochrangigen Zeitschriften». Diese Priorisierung von Zeitschriftenartikeln bei der Leistungsbewertung ist in den Naturwissenschaften auch an den Hochschulen längst etablierter Standard. Anders stellt sich die Situation in vielen Sozial- und Geisteswissenschaften dar, in denen nach wie vor Monographien als Meisterstücke gelten, mit denen auch exzellente Zeitschriftenartikel nicht konkurrieren können. Der SNF verfolgt in diesen Fächern daher, zumindest tendenziell, eine andere Strategie der Leistungsbewertung als Hochschulen.

Habilitation

Die Aufgabe des SNF, umfassende Vergleichbarkeit unter den Bewerbungen herzustellen, betrifft auch den Umgang mit regionalen Besonderheiten, insbesondere mit der Habilitation. Da die Habilitation an den Universitäten der Romandie nicht existiert, kann das Vorliegen einer solchen auch nicht als formale Anforderung an (alle) Anwärter und Anwärterinnen einer Förderungsprofessur gelten. In diesem Fall besteht die Akzentverschiebung in den Bewertungsmaßstäben aus der *Dethematisierung einer Qualifikationsnorm* seitens des SNF, an der Deutschschweizer Hochschulen (zumindest in den meisten Sozial- und Geisteswissenschaften) nach wie vor festhalten.

Mobilität

Die Förderungswürdigkeit bemisst sich schliesslich nach Charakteristiken der jeweiligen Karriereverläufe, wobei der Mobilität eine herausragende Bedeutung zukommt. Der SNF fordert als Teilnahmebedingung an dem Gesuchsverfahren einen «mehrjährige(n) Forschungsaufenthalt an anderen Institutionen als dem Ort der Promotion, davon mindestens ein Jahr im Ausland» (vgl. Homepage des SNF²). Transinstitutionelle und transnationale

Mobilität sind hier als Indikatoren für persönliches Engagement und Initiative, wissenschaftliche Reife und internationale Vernetzung zugleich zu verstehen, d.h. als eine Kombination aus leistungs- und personenbezogenen Attributen, die sich in einer Mobilitätsnorm verdichtet, wie sie sich längst auch in der europäischen Förderpolitik durchgesetzt hat. Im Gegensatz dazu ist Mobilität in universitären Berufungskommissionen der Sozial- und Geisteswissenschaften bisher selten ein explizites Exzellenzkriterium.

Fazit

Die Förderungsprofessurauswahl und Berufungsverfahren an Hochschulen sind, wie geschildert, strukturell getrennt und durch Differenzen gekennzeichnet. Dennoch handelt es sich nicht um zwei völlig voneinander losgelöste Bewertungslogiken. Zum einen sind die beiden Bewertungssysteme personell eng miteinander verflochten. Der beim SNF für die Auswahlentscheidungen zuständige Forschungsrat setzt sich in der grossen Mehrzahl aus Professorinnen und Professoren Schweizer Hochschulen zusammen. Zum anderen soll das Instrument der Förderungsprofessur es ihren Inhabern und Inhaberinnen ja gerade ermöglichen, sich möglichst gut auf dem akademischen Stellenmarkt zu positionieren – die vom SNF propagierten Exzellenzkriterien sind daher insbesondere auch als Reaktion auf die universitäre Berufungspraxis zu verstehen.

Als Fazit lässt sich festhalten, dass der SNF sich an einer Norm fächerübergreifender Vergleichbarkeit orientiert und damit tendenziell an einer in den Naturwissenschaften etablierten Bewertungspraxis, die für die Sozial- und Geisteswissenschaften eine Akzentverschiebung gegenüber etablierten Mustern bedeutet. Zugleich schliesst der SNF an hochschulpolitische Debatten im Ausland sowie dort bereits eingeführte Neuerungen bei der Evaluation wissenschaftlicher Qualität an. Die Vermutung liegt daher nahe, dass die an Hochschulen und die vom SNF vertretenen Exzellenzvorstellungen

2 <http://www.snf.ch/D/foerderung/personen/Foerderungspfoessuren/Seiten/default.aspx> (12.10.2009).

sowie die sich daraus ergebenden Auswahlentscheidungen im Fall der Sozial- und Geisteswissenschaften stellenweise divergieren. Ob die Exzellenznorm des SNF, die sich innovativ gibt, einen Einfluss auf die Berufungspraxis an Schweizer Hochschulen haben wird und, wenn ja, mit welchen Konsequenzen, ist derzeit noch eine offene Frage.

Schliesslich stellt sich die Frage nach der Bedeutung der Förderungsprofessur für die derart Geförderten. Die ambivalente Haltung der Hochschulen gegenüber dem Förderinstrument hat zunächst zur Folge, dass sie kein *Tenure track*-System für Förderungsprofessuren vorsehen. Haben Stelleninhaber und -inhaberinnen diese Tatsache einmal erkannt und akzeptiert, ist ihre strukturell durch Ambivalenz gekennzeichnete Position an der Gastinstitution nicht notwendig ein Nachteil. So können sie die Situation, zugleich Insider und Outsider zu sein, produktiv nutzen, um sich eine gewisse Unabhängigkeit und einen Freiraum vor einer zu grossen universitären Vereinnahmung zu bewahren. Die karrierestrategische Positionierung der Geförderten ist vor diesem Hintergrund weniger von Bedeutung in Hinblick auf die Gastinstitution als hinsichtlich möglicher zukünftiger Arbeitsorte. In dieser Perspektive rückt der Ein-

druck von Ambivalenz in den Hintergrund und der ausgezeichnete Ruf, der den Förderungsprofessuren insgesamt anhaftet, gerät in den Blick. Aus Sicht der Hochschulen ersetzt das Selektionsverfahren des SNF ein Berufungsverfahren aus strukturellen, kulturellen und sachlichen Gründen zwar nicht, aber es gilt als ein *wirkungsvoller Filter*, der die möglichen Kandidatinnen und Kandidaten für eine Professur vorsortiert und Ausgewählte mit einem Qualitätslabel versieht. Davon profitieren nicht zuletzt die Geförderten.

Literatur

- Merz, Martina (2008): Dem Hasard auf die Sprünge helfen? Eine Professur auf Probe. In: E. Maurer, F. Mauelshagen, A. Zimmermann und A. Kess. (Hrsg.), *Exzellenz und Chancengleichheit. Denkanstösse für die universitäre Nachwuchsförderung*, universelle 8. UniFrauenstelle, Universität Zürich, 72–80.
- SNF (o.D): *Evaluationsbericht SNF-Förderungsprofessuren: Stellungnahme des SNF zu den spezifischen Empfehlungen*. Download (12.10.2009) unter www.snf.ch/D/foerderung/personen/Foerderungprofessuren/Seiten/default.aspx.

L'excellence : pour, par, ou parmi les étudiant-e-s ?

Elena Nuzzo (Union des étudiant-e-s de Suisse – UNES)

Introduction

Excellent: il fut un temps – pas si lointain – où dans le monde de la formation ce qualificatif faisait penser à une note soulignant le résultat particulièrement élevé constaté lors d'une évaluation. A présent, en Suisse comme en Europe et un peu partout dans le monde, en sociologie comme en biologie, dans l'enseignement comme dans la recherche, ainsi qu'en dehors des domaines académiques, l'excellence est devenue un mot d'ordre. Elle peut être référée à des résultats aussi bien qu'à des personnes, à des structures ou à des institutions.

Qu'est-ce que l'excellence? A quelles conditions une haute école, une recherche, un-e enseignant-e ou un-e étudiant-e peuvent-ils / elles être jugé-e-s excellent-e-s? Qui en décide? Et surtout, pourquoi et pour qui faudrait-il la viser?

Alors que cette notion, ses connotations et les contextes où on la trouve, prolifèrent à toute vitesse et dans tous les sens, le (seul) élément à rester invariable et commun semble être le fait de l'employer pour caractériser et distinguer des groupes de plus en plus restreints d'individus ou d'objets. L'excellence n'est plus tellement censée indiquer une qualité de très haut niveau, mais le caractère sélectif, voire exclusif, de quelque chose ou le fait d'avoir été attentivement sélectionné. Et si la nécessité de poursuivre cette exceptionnalité obtient aujourd'hui un large consensus, non seulement on la situe dans des contextes différents, mais les avis divergent considérablement quant aux contenus de l'excellence à y rechercher.

De plus en plus, dans les discours qui l'invoquent comme une exigence indiscutée et apparemment indiscutable, il arrive que la soif d'excellence (dont la diffusion paraît pandémique!) s'attache aussi à la population étudiante. En tant qu'organisation faitière des associations étudiantes des hautes écoles suisses et donc représentante au niveau

national du corps étudiant, c'est en particulier des symptômes et des risques de cette contagion que veut traiter l'UNES (Union des Etudiant-e-s de Suisse). Articulée autour de trois axes de réflexion – l'excellence « *pour, par ou parmi* » les Etudiant-e-s – cette contribution esquisse les contours du défi que l'excellence constitue, du danger, mais aussi de la chance importante qu'elle peut représenter.

L'excellence pour les étudiant-e-s

Une définition claire et univoque de l'excellence n'est pas facile à trouver. Par contre, il est beaucoup plus simple d'esquisser quelques grandes lignes de ce qu'elle devrait – ou ne doit pas – signifier pour les étudiant-e-s, car à ce sujet les positions convergent tant à l'intérieur de l'UNES qu'au sein de l'European Student Union, organisation faitière européenne des associations d'étudiant-e-s.

Lorsqu'elle se réfère à l'exigence d'excellence, dont il faudrait par ailleurs démontrer au préalable la pertinence, l'UNES considère qu'il faut prendre en compte sa dimension qualitative, et non quantitative (au sens de « sélection numérique »). Deuxièmement, la qualité visée dans le monde académique doit être relative à celui-ci et à ses normes, et non pas aux intérêts économiques à court terme. Si cette remarque pourrait (ou devrait) paraître une banalité, bien souvent les discours associent l'excellence aux recherches et aux aspects du savoir qui répondent le mieux aux attentes de l'économie, et ceci dans tous les domaines scientifiques. En fait, dans les débats actuels sur le paysage suisse des hautes écoles, la poursuite de l'excellence renvoie majoritairement au développement de « pôles de compétence », à la réorientation de la formation selon l'employabilité et à un financement public soutenant spécialement les domaines qui obtiennent déjà le plus de ressources externes pour leurs recherches.

Que la science progresse à travers le dialogue et la confrontation de thèses et d'approches différentes est une idée qui est généralement acceptée dans le monde scientifique. Dès lors, on peut mettre en doute (surtout dans la Suisse plurilingue et multiculturelle) la cohérence des stratégies qui visent la concentration des compétences, en réduisant les approches et les orientations disciplinaires (voire les langues dans lesquelles s'effectuent les enseignements et recherches), et qui prétendent ainsi rationaliser les ressources, accroître la compétitivité de la recherche et donc atteindre une qualité plus élevée.

En Europe comme ailleurs, les organisations étudiantes (dont l'UNES) s'opposent à cette invasion colonisatrice de logiques économiques dans le monde académique. Elles ne méprisent pas pour autant la valeur et l'importance de la recherche. Du point de vue étudiant, la qualité (ou «l'excellence») à viser est avant tout celle de la formation, qui tient certes en premier lieu à la qualité de l'enseignement, mais aussi à celle des cursus, des services, des structures et de l'organisation des hautes écoles. De même, la qualité de la formation et celle de la recherche sont interdépendantes, puisque la formation comprend aussi l'apprentissage à la recherche, cette dernière nourrissant les enseignements et étant alimentée par la formation de la relève.

Si nous refusons de nous limiter à des paramètres exclusivement économiques, comment définissons-nous l'excellence et la valeur de la formation ou de la recherche? Il n'est pas aisé d'identifier des critères de qualité généraux, à plus forte raison si l'on cherche à préserver les spécificités des hautes écoles et des centres disciplinaires. Pourtant, au moment où on essaie de construire un espace européen de la formation pour permettre la reconnaissance des diplômes et la mobilité, des standards de qualité internationalement reconnus sont indispensables. C'est notamment pour concilier l'autonomie et la particularité locale des institutions d'enseignement supérieur avec le besoin de repères communs, qu'a été mis en place le système d'assurance qualité,

selon une logique capillaire: un cadre au niveau européen, des standards et procédures au niveau national, et des pratiques spécifiques dans chaque haute école et filière. Ce système qui paraît à certain-e-s trop bureaucratique ne fixe en fait aucun paramètre quantitatif ou indicateur de «performance». Il se limite à établir des bases communes avec un double objectif: d'une part garantir des conditions d'étude et de travail convenables pour les membres de tous les corps des hautes écoles et, d'autre part, s'assurer l'existence à tous les niveaux de mécanismes permettant l'amélioration continue de la qualité.

La voie sensée pour viser une excellence qui s'attache véritablement à la qualité de la formation et de la science (et non à un tri quantitatif d'une minorité de personnes «excellentes») passe donc par l'assurance qualité. Cette dernière représente une quête à promouvoir pour les étudiant-e-s dans une double perspective: la participation des étudiant-e-s et une excellence en faveur de l'ensemble des étudiant-e-s.

L'excellence par les étudiant-e-s

Le système d'assurance qualité se fonde sur la participation des personnes concernées, donc de l'ensemble de la communauté académique à toutes les étapes du processus, dès la définition même de la qualité recherchée. Chaque corps est en effet l'expert de sa propre situation, ayant un point de vue, des attentes et des craintes spécifiques. Par conséquent, le droit à la participation et les ressources et structures qui en permettent l'exercice sont des prérequis indispensables. Au niveau européen, les ministres de l'éducation ont affirmé dans divers communiqués le rôle de la participation étudiante, notamment en matière d'assurance qualité. Sur ce terrain, la Suisse est en retard et la marge d'amélioration est encore considérable. La participation étudiante est prise en compte dans les standards suisses, et depuis 2007 des représentant-e-s du corps étudiant prennent part aux expertises pour les procédures d'accréditation et les audits qualité,

aspect qui a été jugé extrêmement positif par toutes les universités. Le chemin vers l'excellence, en tant que processus d'amélioration constante de la qualité globale, passe donc par la participation des étudiant-e-s autant et au même titre que celle des autres corps.

L'excellence parmi les étudiant-e-s

La sélection des étudiant-e-s ayant accès à des programmes d'étude, à des échanges de mobilité, ou à des allocations d'étude au nom de l'excellence, représente une contradiction supplémentaire et peut-être plus hypocrite. Pour cacher l'insuffisance des ressources allouées à la formation, le manque de places dans les cursus ou l'absence d'un système efficient et harmonisé de bourses, on fait appel à une exigence sensée ne sélectionner que les « meilleur-e-s » afin de garantir la qualité exceptionnelle des programmes d'étude en question ou de soutenir les (jeunes) talents. En fait, il ne s'agit que d'une sélection quantitative. Outre qu'elles nient ou entravent le droit fondamental à la formation, de telles modalités de sélection débouchent sur une logique socio-économique de tri des étudiant-e-s qui renforce l'inégalité des chances.

Très souvent, dans la toute première phase de sélection des demandes ou des candidatures, sont pris en compte des indicateurs de « performance » – les notes, la linéarité et la rapidité du cursus, les qualifications supplémentaires (expériences professionnelles qualifiantes, formations linguistiques, séjours à l'étranger) – qui englobent et réitérent de multiples mécanismes de sélection sociale. Pour obtenir des notes jugées « excellentes » ou étudier à plein temps, il faut pouvoir se concentrer sur sa formation. Celles et ceux qui doivent travailler pour s'autofinancer, qui ont des charges familiales ou d'autres engagements sont ainsi pénalisés-e-s. Pour suivre des formations supplémentaires ou faire des séjours à l'étranger, il faut en avoir les moyens et n'avoir aucun engagement régulier.

De tels critères de sélection s'avèrent encore plus inappropriés au moment où s'opère un passage de

la formation orientée sur les inputs et les connaissances théoriques à la formation centrée sur les objectifs d'apprentissage et les compétences aussi bien formelles que non formelles et informelles.

Alors qu'au sein du corps enseignant commence enfin à se développer la conscience des résultats biaisés des sélections fondées sur des modèles traditionnels de l'enseignant-e, les réflexions sur l'existence du même type d'effets concernant les étudiant-e-s font encore défaut. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (1970) ont montré il y a plus d'une trentaine d'années les mécanismes de reproduction sociale à l'oeuvre à travers la formation, mais en dépit du succès de leurs travaux, la dimension sociale du monde académique reste généralement reléguée au second plan, et continue à influencer très fortement les parcours de formation, y compris les possibilités de satisfaire les critères courants de la dite « excellence ».

Par ailleurs, établir une équivalence entre l'accès limité à certains cursus et leur excellence fait surgir une question de fond : une haute école est-elle plus excellente si (indépendamment des conditions d'étude et des compétences acquises par les diplômé-e-s) elle n'accepte que les « meilleur-e-s », ou si (indépendamment de la sélection à l'entrée) elle forme toutes les personnes intéressées en leur offrant les meilleures conditions d'étude et en s'assurant qu'elles acquièrent au mieux les compétences visées ? Comme l'a dit l'ancien président de l'Union Européenne des Etudiant-e-s (ESU), Koen Geven : *« On ne peut pas obtenir une belle pelouse en tirant certains brins d'herbe vers le haut, mais bien en fertilisant la terre. »*

Dans ses formes actuelles, la quête d'excellence implique plusieurs pièges et effets négatifs, pas uniquement pour les étudiant-e-s. Pourtant, elle comporte aussi des opportunités : le progrès qualitatif est un but inhérent au monde académique qui nécessite la participation de toute sa communauté. Mais au nom de l'excellence scientifique, on ne peut pas oublier l'un des fondements de la scientificité : la réflexivité.

Références bibliographiques

Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1970) :

La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement. Paris : Ed. de Minuit.

L'excellence, un sport de combat ?

Rose-Myrliè Joseph (doctorante FNS, Université de Lausanne)*

Introduction

La science s'est construite sur l'effort et la lutte, pour améliorer les modes de penser en vue de l'intelligibilité du monde. Mais de plus en plus, le culte de l'excellence devient un credo dans les institutions du savoir, de la même manière qu'il accompagne le culte de la haute performance dans les entreprises managériales décrites par Nicole Aubert et Vincent de Gaulejac (1991). Il en résulte beaucoup de mutations dans les projets de recherche et dans les institutions universitaires. Comment ces changements touchent-ils les étudiant-e-s et doctorant-e-s ? Que signifie pour eux et elles la quête de l'excellence ? Sont-ils égaux face à l'injonction à l'excellence ?

Loin d'être une spécialiste de l'excellence ou de l'éducation, je me fonde essentiellement sur mon parcours et sur mes échanges avec des pairs pour aborder cette problématique. Ma condition de femme « noire » d'origine sociale modeste et de nationalité haïtienne a également beaucoup d'impact sur ma conception de l'excellence. Face aux discriminations de sexe, de classe et de race, j'ai dû me forger un parcours d'excellence pour prouver mon « humanité ». Mais si l'excellence m'a permis d'accéder à une certaine reconnaissance, elle ne m'a pas aidée à combattre ces discriminations. D'où l'importance pour moi de comprendre ses effets, notamment sur les personnes.

Excellence : « toute choses inégales par ailleurs »

Les études constituent un droit, et non un privilège. Pourtant, tout le monde n'en bénéficie

* Doctorante en études genre à l'Université de Lausanne sous la direction de Patricia Roux, et à l'Université Paris 7 sous la direction de Vincent de Gaulejac. Titre de la thèse : « L'articulation des rapports sociaux de sexe, de classe et de race dans la migration et le travail des femmes haïtiennes ».

pas, et les inégalités sociales sont si importantes que les parcours de formation diffèrent selon le sexe, la classe et la race. Et si on admet qu'étudier constitue un véritable « travail », il en ressort que tout le monde devrait, pour tant d'efforts, bénéficier du financement de ses études. Or, les étudiant-e-s et le doctorant-e-s sont obligés de payer pour leurs études, sauf s'ils / elles sont sélectionnés par les institutions pour bénéficier d'un subside. Ces dernières justifient cette démarche sélective par le manque de moyen financier, argument qui peut toujours être questionné. Mais surtout, on doit se demander quels outils sont utilisés pour définir les « méritant-e-s ». C'est souvent dans ce cadre sélectif que l'excellence est utilisée, pendant tout le parcours universitaire.

La difficulté est que nous ne partons pas toutes et tous du même point. Selon le sexe, la classe et la race, les acquis de départ, les trajectoires, les obstacles à affronter et les privilèges dont on bénéficie sont bien différents. Cette société inégalitaire est fondée sur des déterminations sociales qui, par exemple, défavorisent les moins loti-e-s en termes de capital culturel. De même, par des déterminations psychiques et physiques, certain-e-s deviennent plus disponibles que d'autres au virus de l'excellence. Or, en général, les critères utilisés pour sélectionner en fonction de cette valeur ne prennent pas en compte ces lieux d'inégalités qui renseignent sur les possibilités et contraintes dont résulte chaque capacité ou incapacité. Comme l'excellence est souvent calculée en partant de la fausse idée de l'égalité de départ, les sélections qu'elle fonde ne font souvent que renforcer les rapports sociaux de pouvoir. L'enjeu est alors de trouver les moyens de sélectionner en tenant compte de ces différences socialement construites sans les « naturaliser », par la revendication de l'égalité dans la différence, pour reprendre Christine Delphy (2009).

Excellence : jusqu'où ?

Selon Aubert et De Gaulejac (1991), le mythe de l'excellence fait partie des mutations accompagnant la mondialisation, notamment avec les entreprises hypermodernes soutenues par l'idéologie managériale. De plus en plus, l'université s'aligne sur ce modèle managérial, même si nombre d'étudiant-e-s clament : « L'université n'est pas une entreprise ; le savoir n'est pas une marchandise. »¹ Si l'injonction à l'excellence dans ces institutions scientifiques visait l'effort de soi et de la collectivité scientifique, pour l'intelligibilité du monde et le changement social nécessaire, elle serait profitable. Mais elle tend souvent vers des démarches individualistes qui minent la collectivité scientifique et l'avancement de la science. Puisque cette valeur s'accompagne d'une concurrence de plus en plus malsaine, entretenue par les structures universitaires et les institutions de financement, on se peut se demander vers quelle position épistémologique on se dirige. Dans ces sciences sociales soumises au culte de la performance, quelle place est réservée à l'objectivité et à la subjectivité, puisque le-la chercheur-e est plus contraint-e de répondre à l'envie de « plaire » qu'à sa sensibilité sociale ?

Point n'est besoin d'ajouter que, dans cette ère où la performance individuelle se construit contre la science et les « autres », l'excellence est un combat « contre soi », contre son équilibre, sa santé, sa joie, son temps, etc. Or, primer l'effort devrait favoriser un travail sur soi, contre le découragement, la médiocrité et la tentation de la facilité. Cette excellence répandue dans l'« entreprise universitaire » correspond au même défi de se surpasser prescrit dans l'organisation managériale. Il en résulte un « coût » pour les étudiant-e-s. Le management universitaire produit ainsi des individus malades de l'excellence. A la manière de l'« homme managérial » décrit par Aubert et De Gaulejac (1991), les étudiant-e-s vivent dans l'angoisse, le stress, se retrouvent déboussolés, pressés par l'excellence,

1 Slogan des étudiant-e-s contre le projet de loi pour la réforme de l'université en France (loi LRU).

cette quête de l'avoir en concurrence avec celle du savoir. C'est la souffrance au travail universitaire comme la qualifierait Christophe Dejours (2000) ou la perte du sens du travail, pour paraphraser Fabienne Hanique (2004).

Par ailleurs, pour approfondir le « coût » de l'excellence universitaire, il faut aussi prendre en compte les autres activités quotidiennes. Excellence universitaire : oui ! Mais aux dépens de quoi ? « Réussir les études » ne peut être incompatible avec « réussir sa vie » et « réussir dans la vie ». Or, de plus en plus, un surinvestissement dans le travail est imposé aux étudiant-e-s et aux doctorant-e-s. Ainsi, actuellement, il existe une forte pression pour écourter le temps de la thèse alors que les exigences ne diminuent pas. Les doctorant-e-s n'ont plus la disponibilité pour les autres temps de la vie, comme le temps amical, le temps familial, le temps pour soi, le temps pour la militance, etc. On oublie aussi qu'à côté du travail universitaire, beaucoup de personnes sont obligées d'intégrer le marché du travail. De plus, on invisibilise le temps nécessaire au travail domestique.

A l'instar des entreprises qui empêchent les employé-e-s d'articuler travail salarié et travail domestique, les universités reposent sur un principe de surinvestissement au travail scientifique. Ainsi, avec la rigidité de la division sexuelle du travail, les hommes trouvent du temps pour se surinvestir dans leurs études alors que leurs femmes s'occupent du travail domestique, au risque d'interrompre leurs études. Dans plusieurs pays, le travail domestique des filles nuit à leur scolarisation, ce qui les défavorise plus tard sur le marché du travail. On peut aussi constater que les femmes trouvent plus difficilement que les hommes des bourses d'excellence, notamment les bourses de mobilité vers les pays du Nord.

Ajoutons que l'impératif de l'excellence universitaire est encore plus compliqué pour certaines catégories d'étudiant-e-s et de doctorant-e-s, notamment les étrangers et étrangères. Outre les démarches administratives et les efforts déployés pour

s'adapter à d'autres systèmes de vie – dont un autre système universitaire –, ils / elles doivent s'éloigner de toute une partie d'eux-mêmes restée au pays d'origine : leurs proches, leurs repères, leur culture, etc. Dans ces situations d'isolement qui les soumettent à des rapports de domination, il leur devient plus pénible de se « consacrer » exclusivement aux études et ainsi d'accéder à l'excellence.

Pour toutes ces raisons, ce surinvestissement pour l'excellence est en contradiction avec l'équilibre psychique et social indispensable à l'effort de penser. En engendrant ainsi une hypertrophie de la tête aux dépens d'autres facettes de la vie individuelle et collective, l'excellence universitaire produit des monstres avec une tête bien grosse et un petit corps individuel et social. On peut en outre se demander si ce dogme garantit un meilleur lendemain aux étudiant-e-s. En fonction du sexe, de la classe, de la race, de l'origine géographique et de l'âge, les étudiant-e-s ne sont pas égaux face à une carrière dans la science ou dans d'autres champs professionnels, et ce indépendamment de leur parcours d'excellence. Etant donné que l'excellence n'exclut pas la précarité et le risque d'inutilisation des connaissances acquises, faut-il en payer le prix ?

Excellence : à quel prix ?

La démarche d'excellence dans les trajectoires individuelles de recherche a un coût important. Pour bénéficier d'une bourse d'excellence, par exemple, on est obligé de répondre à nombre d'exigences, souvent pendant le peu de temps qui sépare le deuxième cycle du troisième. Il en résulte ordinairement l'épuisement et le stress, outre l'incertitude qui risque d'aboutir à la dévalorisation de soi et au découragement après tout refus de financement. La lourdeur administrative s'ajoute au manque d'information et de transparence en ce qui concerne les critères de sélection. Cela implique également de

disposer des nouvelles technologies de l'information et de la communication, alors que plus d'un-e n'y ont pas suffisamment accès. Les supports des écoles doctorales demeurent insuffisants dans bien des cas. L'excellence a donc un prix que tout le monde ne peut payer.

Conclusion

La science étant moins valorisée matériellement et symboliquement que d'autres domaines, il est certes indispensable de valoriser l'effort universitaire et de proposer des modèles de réussite. Cependant, il semble risqué de soumettre le monde du savoir à l'injonction de l'excellence. Cette valeur renforce en effet certaines inégalités tout en amenant, dans bien des cas, à se construire contre les autres et contre soi, dans un surinvestissement scientifique incompatible avec d'autres investissements quotidiens, et sans la garantie d'un avenir adéquat. Cette valeur où s'exprime l'économicisme aux dépens du social et de la politique ne va-t-elle pas produire à terme des déçus de l'institution universitaire ? Il faut donc protéger la science du coût de l'excellence, tout en renforçant les capacités de réflexion et la créativité.

Références bibliographiques

- Aubert, Nicole et Vincent de Gaulejac (1991) : *Le coût de l'excellence*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1964) : *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris : Minuit.
- Dejours, Christophe (2000) : *Souffrance en France*. Seuil : Paris.
- Delphy, Christine (2009) : *L'ennemi principal. Penser le genre (tome II)*. Paris : Syllepsis, Nouvelles Questions Féministes.
- Hanique, Fabienne (2004) : *Le sens du travail : Chronique de la modernisation au guichet*. Paris : Érès.

Der Verlust der Frauen auf dem Weg zum Gipfel – oder «was könnte exzellente Nachwuchsförderung auch noch bedeuten?»

Regula Julia Leemann (Professur für Bildungssoziologie, Pädagogische Hochschule – Fachhochschule Nordwestschweiz) und Sandra Da Rin (freischaffende Soziologin, Zürich)

Einleitung

Die Schweiz gehört zu jenen europäischen Ländern, in denen eine – im Vergleich mit dem Durchschnitt der Länder – hohe Forschungsaktivität mit einer geringen Repräsentation von Frauen im Forschungssektor sowie in den höheren wissenschaftlichen Positionen verknüpft ist. In einer vom Schweizerischen Nationalfonds in Auftrag gegebenen Studie zum Thema «Geschlecht und Forschungsförderung (GEFO)» sind wir der Frage nachgegangen, in welchen Laufbahnetappen und aufgrund welcher Bedingungen und Prozesse Frauen im Schweizer Wissenschaftssystem auf dem Weg zum Gipfel verloren gehen.¹ In den folgenden Ausführungen verweisen wir vor dem Hintergrund der Untersuchungsergebnisse auf Themenbereiche, in denen Kriterien von «Exzellenz» zur Norm einer «Exzellenzbiografie» führen, welche von den Bedingungen des Lebens und von gesellschaftlichen (Ungleichheits-)Verhältnissen (auch innerhalb der Wissenschaft) gereinigt ist. Unsere Hauptaussage lautet, dass gerade durch diese «Reinigung» Frauen ausgegrenzt werden. Daran anschliessend formulieren wir zum Schluss einige Gedanken zu

einer exzellenten Nachwuchsförderung, welche wissenschaftliche Qualität weder über Uni- und Konformität, Vereinzelung, Entwurzelung und Kinderlosigkeit noch über Leistungsstress und die Förderung von Abhängigkeitsverhältnissen anstrebt.

Qualität durch Internationalität?

In unseren Interviews mit den Nachwuchsforschenden zeigt sich deutlich, dass die «politischen Konstruktionen von wissenschaftlicher Exzellenz» (Münch, 2007, 11) auch in den Köpfen der Individuen zu finden sind, welche diese Exzellenz verkörpern sollen. Das Regime der Drittmittelwerbung, die Norm von geografischer Mobilität und Auslanderfahrungen, der Druck, in hochkarätigen Journals zu publizieren, das Wissen um die impliziten und expliziten Altersgrenzen sowie der institutionelle Anspruch, trotz Abhängigkeitssystem von Hochschullehrern sich ein eigenes wissenschaftliches Profil zu erarbeiten, sind Teil der subjektiven Karrierekonstruktionen der Nachwuchsforschenden. Diese Kriterien einer erfolgreichen wissenschaftlichen Karriere bleiben jedoch nicht immer unhinterfragt bei denen, welche sich an ihnen ausrichten.

«Ja, ich finde jetzt aber, das ist jetzt wirklich meine persönliche Meinung, mir sagt das sehr zu, aber ich finde nicht apriori, Leute, die international sind, sind besser. Ich finde, es gibt Leute, die immer am gleichen Ort sind, und ganz gute Dinge tun. (...) Ich kenne gute [Angehörige ihrer Disziplin], die sind immer am selben Ort gewesen, die machen extrem

1 Beteiligt im Projekt waren neben den beiden Autorinnen Heidi Stutz, Philipp Dubach, Jürg Guggisberg, Gesine Fuchs, Silvia Strub (BASS, Bern), Andrea Keck, Susan Gürber (Pädagogische Hochschule Zürich), Katrin Schönfisch, Sabina Schmidlin (BFS, Neuchâtel); Irène Schwob, Shams Ahrenbeck, Karin Müller (SRED, Genf); Stefan Boes (Sozioökonomisches Institut, Universität Zürich). Der Schlussbericht ist zugänglich in Deutsch auf: http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/Web-News/news_081125_Synthesebericht_GEFO.pdf, in Englisch auf http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/wom_ber_gefo_synthesis_report_e.pdf.

gute Dinge.» (Frau, Geistes- und Sozialwissenschaften)

Die Vorstellung, ein längerer Forschungsaufenthalt im (englischsprachigen!) Ausland müsse Teil der Weiterqualifikation des wissenschaftlichen Nachwuchses sein, wird von Berufungskommissionen oder Institutionen der Forschungsförderung wie dem SNF oft unhinterfragt und diskussionslos für alle Wissenschaftler/innen postuliert. Internationalität wird in einen engen Zusammenhang zur wissenschaftlichen Qualität der Forschungen gesetzt, unabhängig davon, wie sehr dies für das jeweilige Fachgebiet und Forschungsthema von Relevanz ist. Interessanterweise ist dieser Mobilitätsdruck in anderen Ländern nicht so hoch (Bekhradnia und Sastry, 2005) und angesichts der heutigen technischen Möglichkeiten für internationale Kommunikation und Kooperation auch nicht unmittelbar verständlich.

Er hat jedoch Folgen für die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler, denn die Möglichkeitsbedingungen, dem mit geografischer Mobilität verbundenen Idealtypus eines flexiblen, ungebundenen Wissenschaftsunternehmers nachzukommen, sind sozial ungleich verteilt.

Von freischwebender Intelligenz und familiären Handicaps

Der für eine wissenschaftliche Laufbahn geforderte nomadische und monadische Idealtypus entspricht einer Ideologie, welche mit den realen Lebensverhältnissen und -entwürfen der Nachwuchsforschenden oftmals wenig gemeinsam hat. Diese sind in familiäre und weitere soziale Beziehungen eingebunden und wollen oder können die geforderte Unabhängigkeit und Mobilität nicht immer in dem erwarteten oder erforderlichen Ausmass erbringen.

Die Folgen treffen Frauen tiefgreifender, da im weiblichen Lebenslauf eine grössere Unvereinbarkeit von Internationalität und Partnerschaft/Familie auftritt als im männlichen, wie unsere Ergebnisse zeigen. Die weiblichen Nachwuchs-

forschenden müssen sich bei der Planung ihrer beruflichen und familiären Lebensläufe stärker an den Plänen und Arbeitssituationen ihrer Partner orientieren und stehen eher vor dem Dilemma, sich entweder für eine wissenschaftliche Laufbahn mit der damit verbundenen geografischen Mobilität oder für eine Partnerschaft und ggf. die Gründung einer Familie entscheiden zu müssen und dadurch in der Laufbahn zurückzustecken. Männer dagegen können die beiden Bereiche besser verbinden und gleichzeitig die erforderliche internationale wissenschaftliche Orientierung gewährleisten.

Mit dem Mobilitätszwang wird ein Wissenschaftsideal weiter bestärkt, das der von Bourdieu und Passeron (1971, 60, 62) beschriebenen bindings-, wurzellosen und freischwebenden Intelligenz entspricht und für das wissenschaftliche Feld konstitutiv ist. Die Entwurzelung verhilft, die Ideologie einer «reinen», von gesellschaftlichen und Alltagsbezügen «unverschmutzten» Wissenschaft aufrecht zu erhalten.

«Es wird (...) eine Trennung zwischen den sozialen Bedingungen wissenschaftlicher Arbeit und den Akteuren konstruiert, die diese als von solchen Bedingungen «gereinigte» hervortreten lässt» (Beaufäys, 2003, 242).

Wie die Ergebnisse unserer Untersuchungen zudem zeigen, beeinträchtigen Kinder nicht nur die Mobilität, sondern auch den Verbleib in der Wissenschaft und die Möglichkeiten, sich international zu vernetzen, dies sowohl bei Frauen wie bei Männern. Die Ursachen-Wirkungszusammenhänge sind – wie so oft in Themenfeldern, in denen das soziale Handeln der Individuen nicht in klar voneinander sezierbare Entscheidungen und Ergebnisse aufgeschlüsselt werden kann – nicht eindeutig zu unterscheiden. Wer in der Wissenschaft bleibt und sich den Anforderungen unterzieht, verzichtet tendenziell auf Kinder, wer Kinder will, ist eher geneigt, diesen Tätigkeitsbereich zu verlassen.

Im Ergebnis haben fünf Jahre nach dem Doktorat jene Männer, die noch im Hochschulbereich sind, in 43% der Fälle (mindestens) ein Kind, wenn

sie in andere Tätigkeitsbereiche gewechselt haben, sind sie jedoch in 57% der Fälle Vater geworden. Dieser Unterschied, welcher auf institutionelle Bedingungen des wissenschaftlichen Feldes verweist, findet sich auch bei den Frauen, jedoch weniger ausgeprägt. Im Hochschulbereich tätige Frauen haben fünf Jahre nach dem Doktorat zu 32% Kinder, wenn sie ausserhalb der Hochschule arbeiten, ist dieser Anteil mit 38% etwas höher.

Hoch qualifizierte Frauen sind im Vergleich zu ihren Kollegen demnach durchgehend mit grösseren Hindernissen konfrontiert, eine berufliche Tätigkeit mit einer Familiengründung zu verbinden. Der Wissenschaftsbereich akzentuiert diese Problematik nochmals. Die Ergebnisse zur familiären Arbeitsteilung – geschlechtsspezifisch ungleiche Aufteilungen der Verantwortungen in der Betreuung der Kinder und in der Erwerbsarbeit – sind eine Seite der Erklärung. Die Tabuisierung dieser ausserwissenschaftlichen Verantwortungsbereiche und die im wissenschaftlichen Feld dominierende Vorstellung, das Leben spiele sich nur innerhalb und für die Wissenschaft ab, sind die andere, ergänzende Erklärung (Krais, 2008).

Frauen mit Kindern sind in Relation zu ihrer Lebens- und Arbeitszeit im Ergebnis nicht nur mit grösseren Leistungsanforderungen konfrontiert, sondern müssen auch habituelle Verunsicherungen bewältigen, bei denen es um ihre Anerkennung als kompetente Wissenschaftlerinnen geht.

«Was Handicaps angeht, muss ich ehrlich sagen, man hat manchmal schon das Gefühl: ‹Ist jetzt die Familie ein Handicap?› Wenn man sich handicapt, sie rennen einfach, aus dem Rennsport, heisst es ja, dass sie mit einem Extragewicht das Gleiche leisten müssen, oder. Und da hat man manchmal schon das Gefühl, ich kann, eben, ich kann nicht gleich viel, oder gleich lang arbeiten, wie jemand, der kein Kind hat, der vielleicht nachts nicht zwei, drei Mal aufsteht, wenn das Kind schreit, etc. Das gibt einem manchmal schon das Gefühl: ‹Ja schaff

ich das? Werde ich dann ernst genommen? Oder kann ich mich dann etablieren?›» (Frau, Rechtswissenschaften)

Gipfelanwärterinnen – eine Frage von Zuschreibung und Anerkennung

Wie unsere Analysen belegen, haben Frauen geringere Chancen, überhaupt zu promovieren und zu habilitieren, gerade in den Sozial- und Geisteswissenschaften, in denen sie gut vertreten sind. Sie haben mehr Mühe, Zugang zu internationalen Netzwerken zu finden und werden von Hochschullehrer/innen weniger oft als legitimer Nachwuchs anerkannt und gefördert. Die Wahrscheinlichkeit, in der Postdoc-Phase einen die eigene Laufbahn unterstützenden Mentor (bzw. Mentorin) zu haben, ist für Frauen im Vergleich zu Männern nicht einmal halb so gross. Fehlende Unterstützung und Anerkennung in der Scientific Community haben zur Folge, dass ihnen wichtiges symbolisches und soziales Kapital fehlt, was mit ein Grund für ihre kürzere Publikationsliste ist.

Der Publikationsoutput – die Menge, die Formen und das Renommee der Journals – werden jedoch als «neutrale» Indikatoren für wissenschaftliche Qualität bzw. Exzellenz verwendet. Niemand fragt mehr nach den Bedingungen, die es braucht, um die entsprechend notwendigen eigenständigen Forschungen durchzuführen, das Know-how für das Verfassen der Publikationen zu erlangen und Zutritt zu den international renommierten Publikationsorganen zu erhalten.

Exzellenz: sozial verortete Diversität statt elitäre Konformität

Wir müssen uns stärker bewusst werden, dass das gegenwärtig vorherrschende Verständnis von wissenschaftlicher Exzellenz in einer Art und Weise sozial konstruiert ist, die bestimmte Gruppen – z.B. Frauen – unabhängig von der Qualität ihrer wissenschaftlichen Leistung benachteiligt und geradlinige, angepasste Mainstreamlaufbahnen und -biografien von Nachwuchsforschenden be-

vorzugt. Eine exzellente Nachwuchsförderung, die weniger von einem Elite-versus-Masse-Denken geleitet würde und statt dessen den akademischen «Wildwuchs (...) beflügeln» und Chancengleichheit ins Zentrum ihrer Aufgabe stellen (Baer, 2008, 10) würde, müsste

- die sozialen Bedingungen, Ungleichheits- und Abhängigkeitsverhältnisse für wissenschaftliches Arbeiten und für die Verfolgung einer wissenschaftlichen Laufbahn innerhalb und ausserhalb der Wissenschaft zur Kenntnis nehmen,
- die wissenschaftlichen Arbeitsbedingungen und Laufbahnmuster den heterogenen und durch soziale Einbindungen gekennzeichneten, nicht immer planbaren Alltagsleben und Biografien der wissenschaftlich tätigen Menschen anpassen,
- die sozialen Normen (Alter, Mobilität, Publikationen u.a.) auf ihre Ausschluss produzierenden Wirkungen hinterfragen und die kritische Frage stellen, inwiefern sie mit qualitativ hochstehender Leistung korrelieren,
- daran anknüpfend Konzepte und Massnahmen einer Nachwuchsförderung entwickeln und umsetzen, die den weit verbreiteten Mythos der besten Köpfe (Hirne!), die es möglichst früh zu entdecken und zu fördern gilt, aufbrechen.

Literatur

- Baer, Susanne (2008): “Brain gain” statt “Brain drain”. Exzellenz und Chancengleichheit für junge Forschende. In: E. Maurer, F. Mauelshagen, A. Zimmermann und A. Kess. (Hrsg.), *Exzellenz und Chancengleichheit. Denkanstösse für die universitäre Nachwuchsförderung, universelle* 8. UniFrauenstelle, Universität Zürich, 9–20.
- Beaufäys, Sandra (2003): *Wie werden Wissenschaftler gemacht? Beobachtungen zur wechselseitigen Konstitution von Geschlecht und Wissenschaft*. Bielefeld: transcript Verlag.
- Bekhradnia, Bahram and Thomas Sastry (2005): *Migration of Academic Staff to and from the UK*. Report. Higher Education Policy Institute (HEPI), London.
- Bourdieu, Pierre und Jean-Claude Passeron (1971): *Die Illusion der Chancengleichheit. Untersuchungen zur Soziologie des Bildungswesens am Beispiel Frankreich*. Stuttgart: Klett Verlag.
- Krais, Beate (2008): Wissenschaft als Lebensform. Die alltagspraktische Seite akademischer Karrieren. In: Beate Krais and Yvonne Haffner (Hrsg.), *Arbeit als Lebensform? Beruflicher Erfolg, private Lebensführung und Chancengleichheit in akademischen Berufsfeldern*. Frankfurt a. M: Campus, 177–211.
- Münch, Richard (2007): *Die akademische Elite. Zur sozialen Konstruktion wissenschaftlicher Exzellenz*. Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag.

Le sexe de l'excellence. Pourquoi les femmes savantes ne seront jamais des savants wébériens

Farinaz Fassa (Professeure titulaire, Laboratoire d'analyse des parcours de vie – PAVIE, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne) et Sabine Kradolfer (titulaire d'une bourse de chercheuse avancée du FNS, Université autonome de Barcelone)

Introduction

L'université, comme d'autres mondes professionnels, s'est transformée au cours des dernières décennies, ses mutations donnant lieu à la construction de nouvelles déclinaisons tant de l'excellence que des identités professionnelles des personnels de la recherche et de l'enseignement. En 1975, seule une faible proportion de la population fréquentait l'enseignement supérieur et seuls 16% des étudiant-e-s étaient des femmes. Depuis lors, les études supérieures se sont ouvertes à des couches de la population qui en étaient traditionnellement exclues et ce processus de massification a permis l'arrivée des personnes d'origine sociale modeste et des femmes. Plus récemment, les réformes des cursus d'études sous l'influence des Accords de Bologne tendent dans une perspective de standardisation, à rigidifier et uniformiser les parcours, les identités et les critères des carrières académiques. Il semble donc que l'on puisse parler de transformations profondes à propos du monde universitaire, sans pour autant que les normes traditionnelles de l'excellence ne soient véritablement remises en cause.

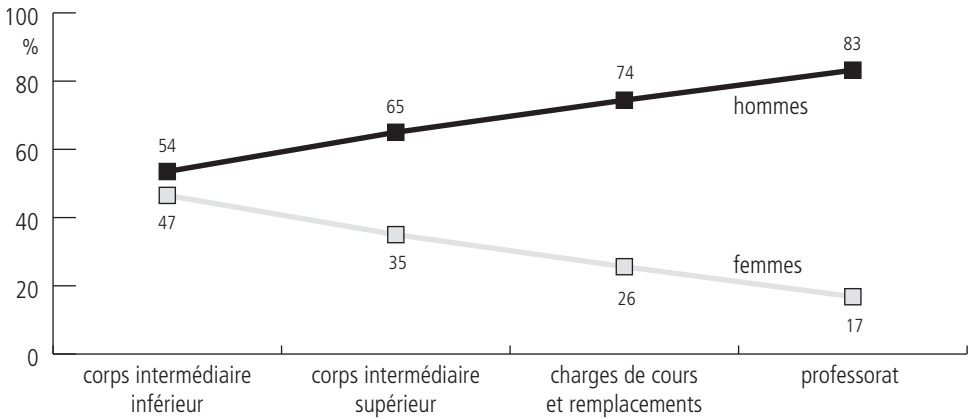
Des critères d'excellence masculins malgré la féminisation ?

Les femmes sont aujourd'hui majoritaires au sein de la population estudiantine des universités (avec des différences notables selon les disciplines) mais cette féminisation ne se traduit pas par une ouverture similaire en ce qui concerne les professions auxquelles les diplômes universitaires donnent accès. Les femmes « disparaissent » du sommet des hiérarchies dès lors que l'on considère les professions hautement qualifiées et prestigieuses. La recherche que nous avons menée à l'Université de Lausanne (Unil),

entre 2006 et 2008, sur les trajectoires de la relève et l'exclusion des femmes des postes professoraux (Fassa et al., 2008)¹ a montré que les femmes qui ont poursuivi leurs études au-delà de la licence ne bénéficient pas des mêmes débouchés professionnels que leurs collègues masculins, et ceci tant dans le monde universitaire que dans les autres milieux professionnels. Elles occupent des postes moins prestigieux, leur salaire est en général moins élevé et leur taux d'activité est en moyenne plus bas. Ce phénomène se produit dans l'ensemble du marché du travail et les universités, un univers en lui-même (Bourdieu, 1984), ne sont pas les dernières à moins reconnaître les femmes diplômées lorsqu'il s'agit de les penser comme des personnes papables pour des postes professoraux. Ce constat s'est révélé d'autant plus surprenant que ce monde fait profession de neutralité et dit sélectionner ses professionnel-le-s selon les seuls critères du mérite et de l'excellence. En cela, la situation à l'Unil est similaire à celle de bon nombre d'universités européennes : les femmes peinent, là comme ailleurs (European Commission, 2008, Oliviera et Carvalho, 2009), à obtenir des postes de professeures et à faire reconnaître l'excellence qui serait à la source de leurs nominations.

Faut-il déduire de ces chiffres que le mérite des femmes est moins net que celui de leurs collègues masculins, qu'elles abandonnent plus volontiers que

1 Intitulée « Relève académique : un doctorat pour quoi ? Entre institution et parcours » (projet Reunil), notre recherche est née dans le cadre d'un groupe de travail du LIEGE (Laboratoire Interuniversitaire en Etudes Genre). Elle a reçu le soutien de la Direction, du Bureau de l'Égalité des chances et du Décanat de la Faculté des sciences sociales et politiques. Le rapport final est disponible sur : <http://www.unil.ch/liege/page66556.html>



Source: Fassa et al., 2008, 192.

les hommes leurs ambitions académiques, ou encore faut-il interroger les critères de l'excellence?

Nos résultats montrent que les représentations que les personnes en place à l'Unil se font de ce que doit être un-e professeur-e d'université n'ont que fort peu varié durant les dernières décennies et qu'elles n'ont pas réellement pris en compte les changements culturels liés à l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. Selon les responsables institutionnels (membres des sept décanats de l'Unil) que nous avons rencontrés, la ou le futur-e professeur-e d'université doit être le ou la meilleur-e, son excellence attestant du niveau de l'université qui l'engage: «*Les universités engagent les meilleurs; c'est le marché qui décide*» (E1)² et «*Les meilleurs vont d'ailleurs dans les meilleures [universités]*» (E2). Un certain nombre de critères sont avancés pour qualifier l'excellence, ainsi il faut avant tout être «*le meilleur des chercheurs et le meilleur des enseignants*» (B1). Aucune entorse n'est en principe envisagée à la qualité du dossier: «*Au moment où on stabilise, où on recrute quelqu'un sur*

2 Lorsque la même lettre est employée, il s'agit d'interlocuteurs d'une même Faculté. Ainsi A1 est un collègue de Faculté de A2 et A1 et B1 appartiennent à des Facultés différentes.

un poste de rang professoral ou de MER, la personne doit avoir le niveau.» (C1).

Ces exigences dessinent un cheminement de carrière linéaire «*ordinaire*» qui exclut tout autre engagement que celui dans l'université puisqu'*«[o]n considère qu'on ne peut devenir professeur que si on a été assistant, maître-assistant, ou en tout cas qu'on a eu l'occasion d'exercer une activité d'enseignement à l'université»* (D2) et qui doit être marqué par le sceau de la rapidité et de l'efficacité, «*La carrière se jou[ant] en 7–8 ans après le doctorat*» (E1). Ces caractéristiques sont d'autant plus importantes que les évaluateurs et évaluatrices effectuent une pondération entre des dossiers très différents. Pour prouver leur adéquation aux postes professoraux, les candidat-e-s doivent montrer qu'elles et ils ont fait leur les normes et références de l'institution universitaire. Elles et ils pourront ainsi bénéficier de «*la reconnaissance que tout groupe accorde en contrepartie de la reconnaissance accordée au groupe, à ses valeurs, à ses obligations, à ses traditions et aux rituels à travers lesquels il réaffirme son être et sa valeur*» (Bourdieu, 1984, 129). Les valeurs du monde académique sont inspirées par la passion pour la connaissance et elles demandent aux personnes qui désirent poursuivre une carrière

académique qu'elles se dédient corps et âme à la science et qu'elles fassent passer systématiquement leur vie privée après les demandes de l'académie. Or, dans cette optique, les femmes ne peuvent, par définition, pas se dédier « corps et âme » à leur profession puisqu'elles sont avant tout perçues comme des mères, potentielles ou réelles, leur « statut-maître prioritaire » (Krüger et Lévy, 2001) les renvoyant à la gestion de la sphère domestique : *« Je dis que pour un prof, je vois que les femmes sont moins disponibles, je le vois comme homme, les femmes sont moins disponibles pour les services, alors qu'elles ont des tas de raisons d'être plus ouvertes à l'égard, à l'aspect services, elles sont moins disponibles, quand elles ont des enfants en particulier, mais peut-être simplement parce que le modèle que j'ai dans la tête du service c'est un homme à 120 pourcent qui est tout le temps là, puis qui est au bureau, et puis que la vie de famille ça passera après les services »* (B1).

Les nouvelles tensions de l'idéal du savant

Les autorités académiques, et la grande majorité des membres de la relève que nous avons interrogés (N=42), persistent ainsi à penser la carrière académique, lorsqu'elle est conjuguée au féminin, comme dépendante de l'investissement prioritaire que toutes les femmes effectueraient et qui les amèneraient, à un moment ou un autre, à être moins disponibles, donc moins performantes et efficaces que leurs collègues masculins. Si l'idéal du savant si bien décrit par Max Weber (2003 [1919]) il y a près d'un siècle, demeure une référence persistante et définit une identité académique souhaitable, il semble que la tension s'est déplacée. Elle ne réside plus entre l'engagement du scientifique dans la sphère publique et ses activités de connaissances mais entre l'engagement de la scientifique dans la sphère privée et ses activités de connaissances. L'image de référence, qui renvoie à une conception extrêmement traditionnelle des rôles masculins et féminins, ne s'est donc guère transformée, même si elle s'est enrichie de connotations qui mettent

l'accent sur l'entrepreneuriat du savoir qui veut que les personnes doivent être mobiles pour s'adapter aux conditions du marché des académicien-ne-s et être capable de saisir toutes les occasions pour décrocher les subsides de recherche qui financeront les travaux de leur(s) équipe(s). Selon les réponses données dans notre questionnaire (N = 1008), cette vision du monde s'est avérée, en clair décalage avec les stratégies de vie de la plupart des femmes universitaires mais elle fait peser sur leurs épaules un réseau d'exigences supplémentaires qui leur imposent d'en faire plus. Plus de travail : Carvalho (2008) a montré que les rapports des commissions de nomination de l'Unil qu'elle a étudiés tendent à minorer les qualités des femmes en lice dans les concours professoraux ; ses constats vont dans le sens de la brillante analyse de Wenneras et Wold (1997) qui relevaient que les femmes doivent produire 2.6 fois plus que leur collègues masculins pour être jugées aussi « excellentes » qu'eux. Plus de sacrifices : l'horloge biologique des femmes les amène très souvent à devoir choisir entre parentalité et académie et elles sont significativement plus nombreuses que les hommes à dire repousser ou abandonner leurs projets d'enfants pour faire face aux exigences de la carrière et à ses rythmes.

Il faut ajouter pour conclure que le modèle professoral que nous venons de décrire forme un idéal-type, au sens webérien du terme (Weber, 1992 [1904-1917]) qui intervient aussi en amont des sélections pour les postes de professeur-e-s. Il constitue la base d'inégalités tangibles et est à la source du sentiment d'absence de reconnaissance, voire d'injustice, que certaines des femmes rencontrées ont exprimé. Les tâches qui leur sont confiées, leurs conditions de travail, le temps mis à leur disposition pour construire un dossier scientifique solide, ou encore les réseaux auxquels l'accès leur est donné, les désignent comme des *outsiders* qui peuvent au mieux espérer des carrières académiques sur un mode mineur, la préférence pour le *même* étant renforcée par la standardisation accrue des

exigences universitaires et la faible tolérance à tout autre forme d'expérience.

Références bibliographiques

Bourdieu, Pierre (1984) : *Homo Academicus*. Paris : Minuit.

Carvalho, Carine (2008) : Reporter l'inégalité : Analyse des rapports des commissions de nomination à l'Université de Lausanne. *Sept ans, l'âge de raison ?* Lausanne : Bureau de l'égalité des chances, Université de Lausanne, 33–44.

European Commission (2008) : *Mapping the maze: getting more women to the top in research*. Luxembourg : Office for Official Publications of the European Community.

Fassa, Farinaz, Sabine Kradolfer et Sophie Paroz (2008). *Enquête au royaume de Matilda: la relève à l'Université de Lausanne*. Lausanne : Centre lémanique des parcours et modes de

vie, Universités de Lausanne et Genève, Pavie working paper no 1.

Krüger, Helga et René Lévy (2001) : Linking Life Courses, Work and the Family: Theorizing a Not so Visible Nexus between Women et Men. In : *Canadian Journal of Sociology* 26 (2), 145–166.

Oliviera, Luisa et Helena Carvalho (2009) : Patterns of gender discrimination in S&T European countries. Lausanne : 2nd International RESUP Conférence « Inequalities in higher education and research ».

Weber, Max (1992 [1904–1917]) : *Essais sur la théorie de la science*. Paris : Pocket.

Weber, Max (2003 [1919]) : *Le savant et le politique*. Paris : La Découverte.

Wenneras, Christine et Agnes Wold (1997) : Nepotism and sexism in peer-review. In : *Nature* 387, 341–343.



Hans-Ulrich Grunder (dir./Hrsg.)

Dynamiken von Integration und Ausschluss in der Schweiz Dynamiques de l'intégration et de l'exclusion en Suisse

2009, 260 pages, ISBN 978-3-03777-076-4, SFr. 38.—



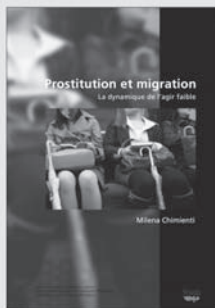
Martin Schmid, Marco Storni

Jugendliche im Dunkelfeld rechtsextremer Gewalt Viktimisierungsprozesse und Bewältigungsstrategien

2009, 376 Seiten, ISBN 978-3-03777-071-9, SFr. 58.—



Sozialer Zusammenhalt und kultureller Pluralismus *Cohésion sociale et pluralisme culturelle*



Milena Chimienti

Prostitution et migration La dynamique de l'agir faible

2009, 400 pages, ISBN 978-2-88351-042-5, SFr. 49.—



Esteban Piñero, Isabelle Bopp, Georg Kreis (Hrsg.)

Fördern und Fordern im Fokus Leerstellen des schweizerischen Integrationsdiskurses

2009, 264 Seiten, ISBN 978-3-03777-070-2, SFr. 43.—



Ruedi Epple, Eva Schär
Stifter, Städte, Staaten
Zur Geschichte der Armut,
Selbsthilfe und Unterstützung in
der Schweiz 1200–1900

2009, 316 Seiten, ISBN 978-3-03777-088-7, SFr. 48.—



Gisela Hauss, Béatrice Ziegler (Hrsg.)
Helfen, Erziehen, Verwalten
Beiträge zur Geschichte der
Sozialen Arbeit in St. Gallen

2009, 244 Seiten, ISBN 978-3-03777-078-8, SFr. 48.—



Peter R. Werder
Utopien der Gegenwart
Zwischen Tradition, Fokussierung
und Virtualität

2009, 236 Seiten, ISBN 978-3-03777-077-1, SFr. 38.—

Schriften zur Sozialen Frage



Stefan Kutzner, Michael Nollert,
Jean-Michel Bonvin (Hrsg.)
Armut trotz Arbeit
Die neue Arbeitswelt als Heraus-
forderung für die Sozialpolitik

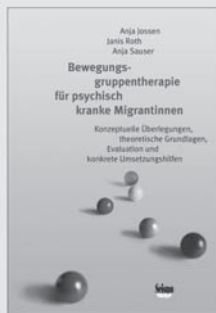
2009, 200 Seiten, ISBN 978-3-03777-085-6, SFr. 38.—



Brigitte Liebig, Monique Dupuis, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Andrea Maihofer (Hrsg.)

Gender Studies in Ausbildung und Arbeitswelt Das Beispiel Schweiz

2009, 280 Seiten, ISBN 978-3-03777-066-5, SFr. 49.—



Anja Jossen, Janis Roth, Anja Sauser

Bewegungsgruppentherapie für psychisch kranke Migrantinnen Konzeptuelle Überlegungen, theoretische Grundlagen, Evaluation und konkrete Umsetzungshilfen

2009, 76 Seiten, ISBN 978-3-03777-069-6, SFr. 33.—

Gesundheit und Integration – Beiträge aus Theorie und Praxis



Schweizerisches Rotes Kreuz (Hrsg.)

Gesundheitskompetenz Zwischen Anspruch und Umsetzung

2009, 248 Seiten, ISBN 978-3-03777-086-3, SFr. 38.—

Journal für Psychoanalyse



Heft 50

Psychoanalytische Arbeit mit Kindern und Jugendlichen

2009, 185 Seiten, ISBN 978-3-03777-087-0, SFr. 29.—

Abonnemente: Fr. 75.— (3 Hefte), ISSN 1613-4702,



Pasqualina Perrig-Chiello, François Höpflinger, Christian Suter avec la collaboration de Valérie Hugentobler, Cornelia Hummel, Philippe Wanner et de Stephan Wolf

Généralisations – structures et relations

Rapport « Généralisations en Suisse »

2009, 404 pages, ISBN 978-2-88351-039-5, SFr. 58.—

Generationen – Strukturen und Beziehungen

Generationsbericht Schweiz

2008, 432 Seiten, ISBN 978-3-03777-063-4, SFr. 58.—



François Höpflinger

Einblicke und Ausblicke zum Wohnen im Alter

Age Report 2009

2009, 296 Seiten, ISBN 978-3-03777-073-3, SFr. 38.—



Wolfgang Fritz Haug, Nadine Hostettler, Tobias Kaestli, Oskar Negt, Hans Nyffeler, Corrado Pardini

Gewerkschaft zwischen Anspruch und Alltag Wie sich die Unia Biel-Seeland für Arbeit in Würde einsetzt

2009, 184 Seiten, ISBN 978-3-03777-075-7, SFr. 38.—

Le syndicalisme à l'heure des défis et au quotidien

Comment Unia Bienne-Seeland s'engage pour la dignité du travail

2009, 176 pages, ISBN 978-2-88351-043-2, SFr. 38.—



Christoph Maeder, Ueli Mäder, Sarah Schilliger (Hrsg.)

Krieg

2009, 228 Seiten, ISBN 978-3-03777-065-8, SFr. 42.—

Falls nicht zustellbar, bitte retour an: Seismo Verlag, Zähringerstrasse 26, CH-8001 Zürich

Impressum

Herausgeber / Éditeur

Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Société suisse de sociologie
E-Mail: Sekretariat: sgs@unisg.ch
www.sagw.ch/soziologie, www.assh.ch/sociologie

Astrid Hungerbühler
Sekretariat SGS
Pädagogische Hochschule Thurgau
Nationalstr. 19, CH-8280 Kreuzlingen
E-Mail: astrid.hungerbuehler@phtg.ch

Redaktion / Rédaction

Muriel Surdez	Christian Suter
Universität de Fribourg	Universität de Neuchâtel
Domaine « Sociologie, politiques sociales et travail social »	Institut de Sociologie
Rte des Bonnefontaines 11	Faubourg de l'Hôpital 27
11700 Fribourg	2000 Neuchâtel
muriel.surdez@unifr.ch	christian.suter@unine.ch

Administration

Seismo Verlag

Zähringerstrasse 26
CH-8001 Zürich
Tf 044 / 261 10 94, Fx/Tf 044 / 251 11 94
buch@seismoverlag.ch <http://www.seismoverlag.ch>

Druck

Druckerei Ediprim AG, Biel

Alle Rechte vorbehalten. Nachdruck oder Vervielfältigung nur mit Zustimmung der Redaktion.



Supported by the Swiss Academy
of Humanities and Social Sciences
www.sagw.ch